联合国粮食及农业组织
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций
Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة

Consultation technique sur les Directives d'application volontaire relatives au transbordement

Rome, 30 mai – 3 juin 2022

RAPPORT DE LA TRENTE-QUATRIEME SESSION DU COMITE DES PECHES

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

NFIF/R1336 (FR)

FAO
Rapport sur les pêches
et l'aquaculture

ISSN 2070-6995

Rapport de la trente-quatrième session du

COMITÉ DES PÊCHES

Rome, 1er-5 février 2021

Rapport de la trente-quatrième session du

COMITÉ DES PÊCHES

Rome, 1er-5 février 2021

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 2022

Citer comme suit:
FAO. 2022. *Rapport de la trente-quatrième session du Comité des pêches. Rome, 1er-5 février 2021.* FAO, Rapport sur les pêches et l'aquaculture n° 1336. Rome. https://doi.org/10.4060/cb8322fr

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISSN 2070-6995 [Imprimé]
ISSN 2707-5478 [En ligne]

ISBN 978-92-5-135729-3
© FAO, 2022

Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

ÉLABORATION DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent document est la version finale du rapport, tel qu'il a été approuvé, de la trente-quatrième session du Comité des pêches (1er-5 février 2021).

RÉSUMÉ

La trente-quatrième session du Comité des pêches s'est tenue du 1er au 5 février 2021.

Le Comité:

a) a félicité la FAO pour la publication de l'édition 2020 du rapport sur *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*; a demandé à la FAO de prendre en compte, dans les prochains rapports sur *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, des améliorations méthodologiques afin de mieux rendre compte de la situation des stocks halieutiques, région par région, et a pris acte des efforts consentis pour régénérer les stocks et évaluer de nouveaux stocks tout en veillant à l'intégrité des séries chronologiques; a recommandé que le processus d'examen scientifique soit plus rigoureux et participatif et que le rapport soit communiqué aux Membres avec un délai suffisant avant sa publication;

b) a approuvé la Déclaration du Comité des pêches de 2021 sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture pour renouveler son engagement à l'égard du Code de conduite pour une pêche responsable, prendre acte des transformations qui se sont opérées dans le secteur depuis l'approbation du Code et recentrer les priorités afin de garantir la viabilité à long terme et la résilience du secteur;

c) a appelé la FAO et les membres du Comité des pêches à placer la pêche et l'aquaculture au cœur des débats tout au long de la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, conformément à la Déclaration sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture du Comité des pêches;

d) a approuvé les rapports de la dixième session du Sous-Comité de l'aquaculture et de la dix-septième session du Sous-Comité du commerce du poisson;

e) a recommandé de poursuivre l'élaboration du Programme mondial intégré pour une aquaculture durable (PMIAD);

f) a estimé qu'il fallait que la FAO élabore un plan d'action contre la résistance aux antimicrobiens pour la période 2021-2025 en s'appuyant sur des données scientifiques solides et une analyse des risques et en tenant compte des besoins des Membres en matière de formation et de renforcement des capacités;

g) s'est félicité de la publication du rapport sur L'État des ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde et a recommandé de poursuivre l'élaboration du projet de plan d'action mondial sur les ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture;

h) s'est réjoui de l'organisation prochaine de la Conférence mondiale sur l'aquaculture – Millénaire+20 à Shanghai (Chine), du 22 au 27 septembre 2021;

i) a dit attendre avec intérêt que se poursuive, en 2021, l'élaboration des directives volontaires sur l'aquaculture durable, dont les pays se serviront pour définir de nouvelles politiques aquacoles au niveau national, et a prié la FAO de réfléchir à des orientations quant aux mesures concrètes à adopter dans le secteur – en fonction de la situation, des capacités et des priorités nationales – concernant les dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable ainsi que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets;

j) a demandé à la FAO de continuer à prêter un appui technique dans le cadre des négociations sur les subventions à la pêche menées au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);

k) a demandé à la FAO de continuer à aider les Membres à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR);

l) s'est dit absolument convaincu de l'utilité des avis scientifiques que la FAO communique à la Commission du Codex Alimentarius et a rappelé qu'il convenait d'affecter suffisamment de fonds à ces activités;

m) a appelé la FAO à continuer de coopérer avec les instances de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN);

n) soulignant qu'il était essentiel de disposer de données précises à l'appui de la prise de décisions et que la FAO jouait un rôle pertinent dans la collecte, l'analyse et la diffusion de statistiques, a prié la FAO de continuer d'aider les Membres à renforcer leurs capacités en matière de statistiques et de fourniture de données, en particulier là où l'on manque d'informations, et à intégrer des technologies novatrices;

o) a accueilli avec satisfaction le projet de stratégie et vision relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition ainsi que le processus de consultation exhaustif qui préside à son élaboration.

p) a demandé à la FAO d'apporter un appui au renforcement des capacités et a indiqué qu'il fallait accorder une place plus importante dans la stratégie aux questions liées à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes et des jeunes;

q) a noté l'importance d'une économie des océans qui soit durable et inclusive, ainsi que de la poursuite de la mise en œuvre de l'Initiative en faveur de la croissance bleue menée par la FAO à l'appui de la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et a demandé un complément d'information sur la proposition relative à la création d'un réseau volontaire de ports de pêche bleus en faveur du développement des régions côtières en collaboration avec les Membres et les organisations compétentes en la matière;

r) a demandé d'intensifier les activités de soutien à la petite pêche et à la pêche artisanale et de renforcer l'appui prêté aux Membres;

s) a exprimé son engagement en faveur de l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (AIPAA), qui sera célébrée en 2022, et a recommandé de promouvoir l'importance de la pêche et de l'aquaculture artisanales et à petite échelle lors de manifestations s'y prêtant;

t) s'est félicité des progrès accomplis par les Membres dans l'exercice de leurs responsabilités en tant qu'États du pavillon, États du port, États côtiers et États du marché, ainsi que du nombre croissant de Parties à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR), mais a souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour surmonter les difficultés rencontrées dans la lutte contre la pêche INDNR;

u) s'est dit conscient de l'importance du Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement dans la mise en œuvre de l'Accord et d'autres instruments internationaux et initiatives, et a demandé que l'on poursuive son développement;

v) a prié la FAO de commencer à rédiger un projet de directives volontaires relatives à la réglementation, au suivi et au contrôle des opérations de transbordement et d'organiser une consultation d'experts afin de l'examiner;

w) a salué les travaux accomplis par la FAO aux fins de l'élaboration de directives techniques sur les méthodologies et les indicateurs d'estimation de l'ampleur et de l'impact de la pêche INDNR et a appelé l'Organisation à poursuivre ses efforts à cet égard;

x) a félicité la FAO pour ses activités visant à parvenir à une pêche et une aquaculture durables au moyen d'approches qui favorisent la collaboration avec les organisations, les organes et les initiatives pertinents aux niveaux mondial et régional et a demandé à l'Organisation de continuer à renforcer ces travaux;

y) a demandé à la FAO de continuer, dans les limites de son mandat, à fournir des avis techniques et des informations pertinentes, notamment sur les objectifs et la mise en œuvre des instruments relatifs aux pêches qui existent déjà, dans le cadre du processus de délibération sur la création d'un instrument juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale;

z) a souligné le rôle central que les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et les organes consultatifs régionaux des pêches, dans leurs sphères de compétence respectives, jouaient dans l'application des instruments internationaux afférents aux pêches, tels que ceux destinés à combattre la pêche INDNR;

aa) a insisté sur l'importance de la sécurité en mer et des conditions de travail dans le secteur des pêches et a salué la coopération étroite entre la FAO, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation maritime internationale (OMI), notamment par l'intermédiaire du Groupe de travail mixte sur la pêche INDNR et les questions connexes, et a demandé à la FAO de continuer à renforcer la coopération internationale sur les questions de santé et de sécurité dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture et de promouvoir des conditions de travail décentes pour les pêcheurs et les travailleurs de ces secteurs;

bb) a demandé à la FAO de donner plus d'indications techniques sur l'intégration de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets dans la gestion de la pêche et le développement de l'aquaculture;

cc) a accueilli avec satisfaction le Plan d'action 2021-2023 pour la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de l'agriculture;

dd) a noté la pertinence des autres mesures de conservation efficaces par zone à l'appui de la réalisation d'un certain nombre d'objectifs de développement durable (ODD) et d'objectifs mondiaux relatifs à la biodiversité et a demandé que la FAO produise et diffuse des directives pratiques pour aider les Membres à les recenser et à les mettre en œuvre;

ee) a demandé que la FAO continue de travailler avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et des instances connexes pour faire en sorte que les décisions prises au sein de ces enceintes et leur mise en œuvre soient fondées sur les meilleures données scientifiques disponibles et sur des informations techniques pertinentes;

ff) a noté le rôle important que les organes consultatifs régionaux des pêches, les ORGP et d'autres initiatives régionales jouaient concernant la prise en compte systématique de la biodiversité dans la conservation et l'utilisation durable des ressources aquatiques et a demandé à la FAO de renforcer l'appui qu'elle leur prêtait dans ce domaine;

gg) est convenu de continuer à mener des consultations transparentes et inclusives sur la proposition de création d'un sous-comité de la gestion des pêches, sous la direction de son Président, et attend avec intérêt qu'une proposition soit présentée à sa trente-cinquième session;

hh) a accueilli avec satisfaction l'élaboration d'un nouveau Cadre stratégique de la FAO (2022-2031) et appelé l'Organisation à intégrer pleinement la pêche et l'aquaculture dans les quatre nouvelles aspirations visant des améliorations sur les plans de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie;

ii) a approuvé les domaines de travail prioritaires qui ont été définis en matière de pêche et d'aquaculture pour l'exercice biennal 2020-2021;

jj) a recommandé que les organes directeurs compétents de la FAO prennent dûment en considération la possibilité d'intégrer les mesures énoncées dans la Déclaration du Comité des pêches de 2021 sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture;

kk) a réaffirmé l'importance du rôle de la FAO dans la collecte, l'analyse et la diffusion de statistiques sur les pêches et l'aquaculture, y compris de données ventilées par sexe dans la mesure du possible, et a demandé à la FAO d'informer les Membres des besoins

supplémentaires à combler pour améliorer les systèmes de collecte de données, en particulier pour la pêche et l'aquaculture artisanales et à petite échelle;

ll) a engagé vivement la FAO à s'employer, avec ses partenaires, à promouvoir l'importance de la pêche et de l'aquaculture dans le cadre d'initiatives s'y prêtant;

mm) a exhorté la FAO à diffuser les expériences et les pratiques positives dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, notamment par le truchement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire;

nn) a exprimé son appui à la Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques, a prié la FAO de faire en sorte que les travaux de la Plateforme portent notamment sur les questions liées aux applications des technologies numériques dans la pêche et l'aquaculture et a également prié la FAO de concevoir un système de financement solide, fondé sur des contributions volontaires, pour la Plateforme, et de continuer à établir plus précisément son cadre de référence afin que le Comité du Programme et le Conseil de la FAO l'examinent à nouveau;

oo) a approuvé le rapport intérimaire sur le Programme de travail pluriannuel 2018-2021 et le projet de programme de travail pluriannuel 2020-2023 avec plusieurs recommandations, et a souligné qu'il était important que les documents soient rédigés à temps;

pp) a élu le Président et les vice-présidents de la trente-cinquième session du Comité des pêches;

qq) est convenu que la trente-cinquième session du Comité des pêches se tiendrait à Rome du 5 au 9 septembre 2022.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Questions de politique et de réglementation mondiales portées à l'attention de la Conférence de la FAO	ix
Questions relatives au programme et au budget portées à l'attention du Conseil de la FAO	x

	Paragraphes
Ouverture de la session	1-5
Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session	6-7
Désignation des membres du Comité de rédaction	8
Progrès réalisés, tendances observées, nouveaux enjeux et interventions novatrices en matière de gestion durable et responsable de la pêche et de l'aquaculture: reconstruire en mieux	9
Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa dixième session (Trondheim [Norvège], 23-27 août 2019)	10
Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité du commerce du poisson à sa dix-septième session (Vigo [Espagne], 25-29 novembre 2019)	11
Contribution des pêches et de l'aquaculture à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030	12
Soutenir la petite pêche et la pêche artisanale	13
Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR)	14
Évolution des processus de portée mondiale et régionale en rapport avec la pêche et l'aquaculture	15
Faire face au changement climatique et à d'autres défis liés à l'environnement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture	16
Mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de la pêche et de l'aquaculture	17
Faire avancer les débats sur la gestion des pêches au sein du Comité des pêches: proposition de création d'un sous-comité de la gestion des pêches	18
Programme de travail de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation	19
Cadre de référence de la Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques	20
Programme de travail pluriannuel du Comité	21
Élection du président et des vice-présidents de la trente-cinquième session du Comité des pêches	22
Date et lieu de la prochaine session du Comité des pêches	23
Questions diverses	
Évolution des débats au sein d'autres instances intéressant le Comité des pêches	24

Rapport de la République de Corée sur l'état d'avancement du programme pilote conjoint pour la création de l'Université mondiale des pêches 25

Adoption du rapport 26

ANNEXES

		Page
A	Ordre du jour	17
B	Liste des délégués et observateurs	19
C	Liste des documents	52
D	Déclaration d'ouverture de M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO	54
E	Déclaration du Comité des pêches sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture (2021)	59
F	Programme de travail pluriannuel du Comité des pêches pour 2020-2023	65

QUESTIONS DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION MONDIALES PORTÉES À L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO

i) La coordination avec les organisations régionales et internationales compétentes (paragraphe 9, alinéas i et m; paragraphe 10, alinéa d; paragraphe 11, alinéas h, i, k et l; paragraphe 13, alinéa i; paragraphe 14, alinéas k et n; paragraphe 15, alinéas c, d, e, i, j et k; paragraphe 16, alinéas b et i; paragraphe 17, alinéas c, f, h et i; paragraphe 19, alinéas h et i).

ii) Les progrès accomplis dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes (paragraphe 9, alinéa k).

iii) La Déclaration du Comité des pêches sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture (paragraphe 9, alinéa o).

iv) Le Plan d'action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens pour 2021-2025 (paragraphe 10, alinéa d).

v) Le plan d'action mondial sur les ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture (paragraphe 10, alinéa g).

vi) La Conférence mondiale sur l'aquaculture – Millénaire+20 (paragraphe 10, alinéa h).

vii) Les directives volontaires sur l'aquaculture durable (paragraphe 10, alinéa j).

viii) Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (paragraphe 12).

ix) Les Stratégie et vision relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition (paragraphe 12, alinéa i).

x) Les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (paragraphe 13, alinéa c).

xi) L'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (AIPAA) (paragraphe 13, alinéa h).

xii) L'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (paragraphe 14, alinéas b, c, d et e).

xiii) Le Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement (le Fichier mondial) (paragraphe 14, alinéa f).

xiv) Les directives volontaires relatives à la réglementation, au suivi et au contrôle des opérations de transbordement (paragraphe 14, alinéas h et i).

xv) Les directives techniques de la FAO sur les méthodologies et les indicateurs d'estimation de l'ampleur et de l'impact de la pêche INDNR (paragraphe 14, alinéa j).

xvi) Les Directives d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises (paragraphe 14, alinéa m).

xvii) Les Directives volontaires sur le marquage des engins de pêche (paragraphe 16, alinéa g).

xviii) La Stratégie de la FAO relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de l'agriculture (2021-2023) (paragraphe 17, alinéa b).

xix) Les Directives techniques pour la prévention et la réduction des captures accidentelles de mammifères marins dans le secteur de la pêche (paragraphe 17, alinéa g).

xx) La Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques (paragraphe 20).

QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL

i) La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (paragraphe 9, alinéa c).
ii) L'Initiative Main dans la main (paragraphe 9, alinéa f).
iii) La Déclaration du Comité des pêches sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture (paragraphe 9 alinéas h et o; paragraphe 19, alinéa f).
iv) Les progrès accomplis dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes (paragraphe 9, alinéas k, l et n).
v) Les décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa dixième session (paragraphe 10).
vi) Les décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches à sa dix-septième session (paragraphe 11).
vii) Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (paragraphe 12, alinéas b, c, e, i, j et k).
viii) Le soutien à la petite pêche et à la pêche artisanale (paragraphe 13, alinéas d, f, g et j).
ix) L'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (AIPAA) (paragraphe 13, alinéa h).
x) La lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) (paragraphe 14, alinéas c, d, e, f, h, j, k, m, n et o).
xi) Les processus de portée mondiale et régionale en rapport avec la pêche et l'aquaculture (paragraphe 15, alinéas i, j, k et l).
xii) L'action face au changement climatique et à d'autres défis liés à l'environnement (paragraphe 16, alinéas c, e, f, g, h et i).
xiii) La mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de la pêche et de l'aquaculture (paragraphe 17, alinéas b, e, f, h et i).
xiv) La proposition de création d'un sous-comité de la gestion des pêches (paragraphe 18, alinéa c).
xv) Le programme de travail de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture (paragraphe 19).
xvi) La Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques (paragraphe 20).
xvii) Le Programme de travail pluriannuel du Comité (paragraphe 21).

OUVERTURE DE LA SESSION

1. Le Comité des pêches a tenu sa trente-quatrième session du 1er au 5 février 2021. À titre exceptionnel, la session s'est déroulée à distance en raison de la pandémie mondiale de covid-19 et des préoccupations et contraintes liées à la santé publique qui en découlent. Au préalable, le Bureau a mené des consultations sur les modalités relatives à l'organisation de la session en visioconférence, que les membres du Comité ont ensuite approuvées.

2. Avant les débats, le Comité a confirmé que la réunion à distance constituait une session ordinaire officielle. Il est convenu, aux fins de la conduite de la présente session, de procéder conformément à son Règlement intérieur et à ses usages et de déroger aux dispositions qui pourraient s'avérer incompatibles avec la tenue d'une session à distance. Le Comité est également convenu d'appliquer des procédures spéciales ou des modalités de travail aménagées, selon qu'il convenait, pour permettre le bon déroulement de la session.

3. Étaient présents à la session 96 membres du Comité, des observateurs de 12 autres États Membres de la FAO, du Saint-Siège et de la Palestine et un membre associé de la FAO, les représentants de dix institutions spécialisées du système des Nations Unies et des observateurs de 30 organisations intergouvernementales, de deux instituts membres de l'Organisation du Système CGIAR et de 32 organisations internationales non gouvernementales. On trouvera la liste des délégués et observateurs à l'annexe B.

4. M. Sidi Mouctar Dicko, Président de la trente-quatrième session du Comité des pêches, a ouvert la session et souhaité la bienvenue aux participants.

5. M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO, a inauguré la session et prononcé une allocution. Le texte de l'allocution figure à l'annexe D.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION

6. Le Comité a adopté l'ordre du jour et le calendrier de la session, après y avoir ajouté le point 17.2 (Rapport de la République de Corée sur l'état d'avancement du programme pilote conjoint pour la création de l'Université mondiale des pêches). L'ordre du jour adopté est reproduit à l'annexe A du présent rapport. La liste des documents soumis à l'examen du Comité figure à l'Annexe C.

7. Le Comité a exprimé sa déception quant à la distribution tardive des documents de la session et à leur disponibilité dans toutes les langues officielles.

DÉSIGNATION DES MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

8. Les membres ci-après ont été élus au Comité de rédaction: Argentine, Cabo Verde, Chine, Espagne, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Norvège, Panama, Pays-Bas, Portugal, République de Corée et Soudan. Le Comité de rédaction a été présidé par la Nouvelle-Zélande.

PROGRÈS RÉALISÉS, TENDANCES OBSERVÉES, NOUVEAUX ENJEUX ET INTERVENTIONS NOVATRICES EN MATIÈRE DE GESTION DURABLE ET RESPONSABLE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE – RECONSTRUIRE EN MIEUX

9. Le Comité:

a) a souligné et salué le rôle primordial de la FAO en matière de pêche et d'aquaculture et a insisté sur la nécessité de mettre en avant la pêche et l'aquaculture et leur donner davantage de visibilité au sein de l'Organisation;

b) a félicité la FAO pour le rapport 2020 sur *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, y compris l'additif sur les incidences de la covid-19, et a réaffirmé que ce rapport servait de publication de référence en ce qui concerne la situation courante et les tendances mondiales en matière de pêche et d'aquaculture;

c) a demandé à la FAO de prendre en compte, dans les prochains rapports sur *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, des informations complémentaires et des améliorations méthodologiques afin de mieux rendre compte de la situation des stocks halieutiques, région par région, et a pris acte des efforts consentis pour régénérer les stocks et évaluer de nouveaux stocks tout en veillant à l'intégrité des séries chronologiques; a en outre recommandé que le processus d'examen scientifique soit plus rigoureux et participatif et que le rapport soit communiqué aux Membres avec un délai suffisant avant sa publication;

d) a appelé la FAO à s'engager plus activement dans les processus internationaux et à apporter son savoir-faire en matière de gestion des pêches et d'aquaculture, y compris en donnant des indications techniques, afin de contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation aux effets de celui-ci, à la préservation des ressources marines et à une économie durable et inclusive des océans;

e) a réaffirmé l'importance des systèmes opérationnels et harmonisés de collecte de données nationales pour les processus de prise de décision;

f) a mis en avant les bénéfices qu'on pouvait attendre de la mise en place de solutions innovantes et d'une collaboration, au moyen de l'Initiative Main dans la main par exemple;

g) tout en saluant les progrès accomplis dans certaines régions, s'est dit inquiet de la détérioration continue de la situation mondiale des stocks halieutiques marins et a souligné qu'il fallait améliorer la gestion des pêches en suivant l'approche écosystémique, notamment en renforçant les capacités et en resserrant le lien entre la prise de décision en matière de gestion des pêches et les meilleures connaissances scientifiques disponibles;

h) a appelé la FAO et les membres du Comité des pêches à placer la pêche et l'aquaculture au cœur des débats tout au long de la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, conformément à la Déclaration sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture du Comité des pêches;

i) a souligné qu'il était important de parvenir à des résultats dans le cadre des négociations sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visant à interdire certaines formes de subventions qui contribuent à la surcapacité de pêche et à la surpêche et d'éliminer les subventions qui contribuent à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) et qu'il fallait éviter de créer d'autres subventions de cette nature, et a reconnu qu'un traitement spécial et différencié qui soit approprié et effectif devait

être ménagé pour les pays en développement et les pays les moins avancés dans les négociations de l'OMC relatives aux subventions en rapport avec la pêche;

j) a souligné l'importance de l'aquaculture durable s'agissant de satisfaire la demande alimentaire et de mettre en place des systèmes alimentaires durables, ainsi que la contribution à cet égard des pêcheurs et aquaculteurs pratiquant une activité artisanale ou à petite échelle;

k) a reconnu les progrès qui avaient été accomplis dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable (ci-après «le Code») depuis que celui-ci avait été adopté, tout en notant qu'il fallait continuer à y apporter des améliorations;

l) a appelé la FAO à continuer à aider les Membres à surmonter les difficultés auxquels ils sont confrontés dans la mise en œuvre du Code, en particulier compte tenu de la situation complexe découlant de la pandémie de covid-19;

m) a appelé la FAO à coopérer avec les organisations régionales et internationales œuvrant dans des domaines en lien avec les pêches et l'aquaculture afin de parvenir à une meilleure coordination, cohérence et harmonisation des demandes d'information afin d'alléger le fardeau qui pèse sur les Membres;

n) a appelé la FAO à préserver l'objectif essentiel du questionnaire aux fins du suivi de l'application du Code, tout en notant qu'il pouvait éventuellement aussi être utilisé comme indicateur des objectifs de développement durable (ODD);

o) a approuvé la Déclaration du Comité des pêches de 2021 sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture (reproduite à l'annexe F) pour renouveler son engagement à l'égard du Code et pour recentrer les priorités afin de garantir la viabilité à long terme et la résilience du secteur.

DÉCISIONS PRISES ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE DU COMITÉ DES PÊCHES À SA DIXIÈME SESSION (TRONDHEIM [NORVÈGE], 23-27 AOÛT 2019)

10. Le Comité:

a) a approuvé le rapport de la dernière session du Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches;

b) a recommandé de poursuivre la définition du Programme mondial intégré pour une aquaculture durable (PMIAD), et notamment d'établir un plan de mise en œuvre, en tenant compte des pays à revenu intermédiaire;

c) prenant note de la croissance rapide du secteur aquacole, a prié la FAO et ses Membres d'accorder plus d'intérêt et de soutien au développement de la gestion durable de l'aquaculture, y compris de l'aquaculture artisanale et à petite échelle;

d) a encouragé la FAO à continuer de collaborer avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur le terrain de la résistance aux antimicrobiens. Le Comité était aussi d'avis qu'il fallait que l'Organisation élabore un plan d'action contre la résistance aux antimicrobiens pour la période 2021-2025 en s'appuyant sur des données scientifiques solides et une analyse des risques et en tenant compte des besoins des Membres en matière de formation et de renforcement des capacités;

e) s'est déclaré favorable à l'intégration, dans le PMIAD, d'une composante multidonateurs de long terme sur la biosécurité aquacole prévoyant, notamment, une collaboration avec l'OIE;

f) s'est félicité de la publication du rapport sur *L'État des ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde*;

g) a recommandé de poursuivre l'élaboration du projet de plan d'action mondial sur les ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture ainsi que la mise au point d'un système mondial d'information, dont un registre mondial des organismes d'élevage;

h) s'est réjoui de l'organisation prochaine de la Conférence mondiale sur l'aquaculture – Millénaire+20 à Shanghai (Chine), du 22 au 27 septembre 2021, et a encouragé tous les Membres à participer à cette rencontre;

i) a remercié chaleureusement le Gouvernement mexicain d'avoir aimablement proposé d'accueillir la onzième session du Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches, à Mérida (Mexique), du 15 au 18 novembre 2021;

j) a dit attendre avec intérêt que se poursuive, en 2021, l'élaboration des directives volontaires sur l'aquaculture durable – dont les pays se serviront pour définir de nouvelles politiques aquacoles au niveau national –, notamment dans le cadre de consultations régionales organisées aux fins de leur rédaction. À cet égard, le Comité a prié la FAO de réfléchir à des orientations quant aux mesures concrètes à adopter dans le secteur – en fonction de la situation, des capacités et des priorités nationales – concernant les dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable ainsi que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets.

DÉCISIONS PRISES ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE SOUS-COMITÉ DU COMMERCE DU POISSON DU COMITÉ DES PÊCHES À SA DIX-SEPTIÈME SESSION (VIGO [ESPAGNE], 25-29 NOVEMBRE 2019)

11. Le Comité:

a) a approuvé le rapport de la dernière session du Sous-Comité du commerce du poisson;

b) a rappelé que le Sous-Comité avait une fonction cruciale en ce qu'il était la seule enceinte mondiale consacrée uniquement à l'examen des aspects techniques et économiques du commerce international des produits halieutiques et aquacoles;

c) a souligné combien il était important que le commerce international des produits halieutiques et aquacoles soit équitable, non discriminatoire, ouvert et encadré par des règles, grâce à une coopération au sein des enceintes régionales et multilatérales pertinentes. Toutes les mesures commerciales et techniques prises dans ce domaine doivent être transparentes et fondées sur des éléments scientifiques, et ne doivent pas créer d'obstacles inutiles qui entravent le commerce ni aller à l'encontre des mesures de conservation;

d) a rappelé qu'il fallait faire en sorte que les petits acteurs puissent participer efficacement au commerce international, notamment en favorisant les débouchés et l'accès aux marchés pour la pêche et l'aquaculture artisanales et à petite échelle;

e) a souligné qu'il était essentiel de disposer de données précises à l'appui de la prise de décisions et que la FAO jouait un rôle pertinent dans la collecte, l'analyse et la diffusion de statistiques sur la pêche et l'aquaculture;

f) a appelé la FAO à continuer d'œuvrer à l'élaboration d'orientations concrètes, volontaires et non contraignantes sur la responsabilité sociale dans les chaînes de valeur des pêches, à partir des instruments et des directives internationaux en vigueur et en coopération avec les organisations spécialisées concernées et les parties prenantes;

g) s'est dit favorable à la poursuite des travaux sur les services relatifs au commerce des produits halieutiques et aquacoles sous l'angle des chaînes de valeur;

h) a salué la collaboration fructueuse entre la FAO, l'OMC et les autres organisations internationales pertinentes, qui est axée sur les éléments centraux du commerce des produits halieutiques et aquacoles;

i) a demandé à la FAO de continuer à prêter un appui technique dans le cadre des négociations sur les subventions à la pêche menées au sein de l'OMC;

j) a demandé à la FAO de continuer à aider les Membres à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour lutter contre la pêche INDNR;

k) s'est dit absolument convaincu de l'utilité des avis scientifiques que la FAO communique à la Commission du Codex Alimentarius et a rappelé qu'il convenait d'y affecter suffisamment de fonds, notamment grâce à des contributions volontaires pluriannuelles, ainsi que de poursuivre la collaboration avec l'OIE;

l) a appelé la FAO à continuer de coopérer avec les instances de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), y compris à formuler, dans ce cadre, des avis scientifiques et techniques sur les propositions et les questions relatives à l'inscription sur les listes des espèces aquatiques exploitées à des fins commerciales et à ses modalités.

CONTRIBUTION DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE À LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

12. Le Comité:

a) a souligné la contribution des pêches et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et à la nutrition, ainsi qu'à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris les synergies et les liens avec des objectifs de développement durable (ODD) autres que l'ODD 14;

b) a prié la FAO de continuer d'aider les Membres à renforcer leurs capacités en matière de statistiques et de fourniture de données, en particulier là où l'on manque d'informations, et à intégrer des technologies novatrices;

c) a noté que certaines informations communiquées par l'intermédiaire du questionnaire de la FAO relatif au suivi de l'application du Code de conduite pour une pêche responsable servaient à l'établissement de rapports sur les indicateurs 14.6.1 et 14.b.1 des ODD, sous réserve de leur validation par les Membres;

d) a pris acte du fait que la pandémie de covid-19 avait exacerbé les problèmes de pénurie de donnés, ce qui risquait d'entraîner un retard dans les mesures prises;

e) a insisté sur le fait que les Membres auraient besoin de ressources humaines et financières supplémentaires pour renforcer les activités de collecte, de suivi et de communication de données indépendantes et a salué la mise sur pied du programme cadre multidonateurs de la FAO destiné à combler les lacunes en matière de capacités dans les systèmes nationaux de statistiques;

f) a noté le rôle important des mesures fondées sur des éléments scientifiques et factuels aux fins de la gestion durable de l'ensemble des stocks de poissons;

g) a souligné combien il était important de faire en sorte que des produits alimentaires d'origine aquatique sains et sans danger pour la santé soient davantage disponibles,

abordables et accessibles pour les consommateurs dans l'ensemble de la filière, et a rappelé le rôle joué par les petits producteurs et les pêcheurs artisans à cet égard. Parallèlement, il a de nouveau attiré l'attention sur le fait que toutes les mesures commerciales devaient être prises en conformité avec les règles établies par l'Organisation mondiale du commerce (OMC);

h) a souligné que, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le commerce international d'animaux et de produits d'origine animale ne contribuait pas à la propagation de la covid-19. Il n'existe à l'heure actuelle aucun élément scientifique qui prouverait que le virus responsable de la covid-19 peut se transmettre aux êtres humains par les aliments, y compris le poisson et autres produits aquatiques, ou par les emballages alimentaires. En conséquence, les Membres ont été encouragés à s'abstenir d'imposer des mesures restrictives et il a été rappelé qu'il était nécessaire d'éviter de créer des obstacles inutiles au commerce;

i) a accueilli avec satisfaction le projet de stratégie et vision relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition ainsi que le processus de consultation exhaustif qui préside à son élaboration. Le Comité a insisté sur le fait qu'il fallait renforcer le rôle essentiel joué par les produits alimentaires aquatiques dans les plans et efforts nationaux en faveur des systèmes alimentaires durables, de la sécurité alimentaire et de la nutrition;

j) a souligné la nécessité d'améliorer les éléments factuels et les données scientifiques portant sur la contribution des produits aquatiques à une alimentation saine afin d'étayer l'élaboration des politiques et des mesures, y compris en matière de sensibilisation. Le Comité a demandé à la FAO d'apporter un appui au renforcement des capacités et a indiqué qu'il fallait accorder une place plus importante dans la stratégie aux questions liées à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes et des jeunes;

k) a noté l'importance d'une économie des océans qui soit durable et inclusive, ainsi que de la poursuite de la mise en œuvre de l'Initiative en faveur de la croissance bleue menée par la FAO à l'appui de la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Comité a pris note de la proposition relative à la création d'un réseau volontaire de ports de pêche bleus en faveur du développement des régions côtières en collaboration avec les Membres et les organisations compétentes en la matière et a demandé un complément d'information sur la proposition.

SOUTENIR LA PETITE PÊCHE ET LA PÊCHE ARTISANALE

13. Le Comité:

a) a réaffirmé que la petite pêche et la pêche artisanale marines et continentales avaient un rôle fondamental à jouer dans la concrétisation des ODD, et en particulier de la cible 14.b, en vue d'éliminer la faim et la pauvreté, de garantir la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et d'assurer la durabilité des systèmes alimentaires, de l'utilisation des ressources et des moyens d'existence, et a réitéré l'importance des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives sur la pêche artisanale) à cet égard;

b) s'est dit conscient du fait que la covid-19 avait eu des répercussions particulièrement négatives sur la pêche et l'aquaculture artisanales et à petite échelle, et a souligné qu'il fallait fournir l'appui nécessaire au secteur et renforcer sa résilience pour lui permettre de se développer de façon durable;

c) a félicité la FAO pour les progrès accomplis dans la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale dans le cadre de son Programme-cadre pour la promotion et l'application des Directives sur la pêche artisanale et des activités qui en découlent. Le Comité a réaffirmé qu'il était important que la FAO poursuive ses efforts et a encouragé la recherche de synergies et de liens d'interdépendance avec les processus mondiaux, régionaux et nationaux et certaines organisations;

d) a demandé d'intensifier les activités de soutien à la petite pêche et à la pêche artisanale tendant vers les objectifs suivants: i) un meilleur accès aux marchés; ii) un accès équitable aux droits de pêche, compte tenu des effets possibles de la concurrence entre les secteurs et les activités; iii) des cadres juridiques mieux conçus; iv) le renforcement des organisations de la petite pêche et de la pêche artisanale; v) l'amélioration de l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et des jeunes; vi) l'utilisation des technologies de l'information et des communications; vii) la réduction des pertes et du gaspillage de nourriture;

e) s'est félicité du travail réalisé pour améliorer la collecte et l'analyse des données, et a confirmé que l'étude «Porter un nouvel éclairage sur les captures non visibles» était intéressante pour mieux comprendre les défis à relever et les possibilités à saisir dans le secteur de la petite pêche et de la pêche artisanale ainsi que pour améliorer les moyens d'existence qui en découlent en élaborant des politiques plus efficaces et en faisant davantage participer les parties prenantes;

f) a demandé à la FAO de renforcer son appui aux Membres en faisant fond sur l'étude «Porter un nouvel éclairage sur les captures non visibles», en utilisant ses conclusions et en menant d'autres analyses et de renforcer les capacités en matière de données et d'informations sur la petite pêche et la pêche artisanale, en particulier aux niveaux national et régional;

g) a réitéré son soutien au Cadre stratégique mondial pour les Directives sur la pêche artisanale ainsi qu'à la FAO s'agissant de poursuivre le développement de la plateforme de partage des connaissances et du système de suivi pour la mise en œuvre desdites directives;

h) a exprimé son engagement en faveur de l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (AIPAA), qui sera célébrée en 2022, a accueilli avec satisfaction la feuille de route proposée pour la planification de cette manifestation et a invité les pays et partenaires à prendre part aux activités; a souligné qu'il s'agissait d'une occasion d'attirer l'attention sur le rôle joué par la pêche et l'aquaculture artisanales et à petite échelle dans l'éradication de la pauvreté, l'élimination de la faim et la lutte contre l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition.; a également souligné qu'il fallait profiter de l'AIPAA pour mieux faire connaître et comprendre l'importance de ce secteur dans le développement économique et social des communautés côtières et la fourniture d'aliments de grande valeur nutritive, l'utilisation durable des ressources naturelles et les mesures de riposte et de redressement dans le contexte de la covid-19; a estimé que cette manifestation serait également l'occasion de créer une vision positive en promouvant les partenariats, la participation effective des petits producteurs et des producteurs artisanaux et la mise en commun des pratiques optimales, l'assistance technique et le renforcement des capacités, en tenant compte des multiples facettes de la pêche et de l'aquaculture pratiquées à petite échelle et de manière artisanale;

i) a recommandé de promouvoir l'importance de la pêche et de l'aquaculture artisanales et à petite échelle lors de manifestations s'y prêtant, telles que la Conférence des Nations Unies sur les océans, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, la Conférence «notre océan» et le Sommet de la

nutrition pour la croissance – Tokyo 2021, entre autres, et a encouragé la collaboration dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable et de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale.

LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLICITE, NON DÉCLARÉE ET NON RÉGLEMENTÉE (INDNR)

14. Le Comité:

a) s'est félicité des progrès accomplis par les Membres dans l'exercice de leurs responsabilités en tant qu'États du pavillon, États du port, États côtiers et États du marché, mais a souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour affronter les difficultés rencontrées dans la lutte contre la pêche INDNR;

b) a pris note avec satisfaction de l'augmentation du nombre de Parties à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et de l'engagement mondial de plus en plus fort quant à son application pleine et entière, et a encouragé les États qui ne l'avaient pas encore fait à y adhérer;

c) s'est félicité de l'assistance technique prêtée par la FAO aux pays en développement et aux petits États insulaires en développement aux fins de la bonne exécution de l'Accord et des instruments internationaux complémentaires ainsi que des mécanismes régionaux de lutte contre la pêche INDNR, selon le cas, grâce au Programme mondial pour le renforcement des capacités au titre de l'Accord, et a encouragé l'Organisation à continuer à développer ce programme;

d) a accueilli favorablement les résultats de la deuxième réunion des Parties à l'Accord, qui s'est tenue à Santiago (Chili), du 3 au 7 juin 2019, et pris note de la fonction de Secrétariat de l'Accord assurée par la FAO, et a dit attendre avec intérêt la troisième réunion des Parties, qui sera organisée par l'Union européenne du 31 mai au 4 juin 2021, et encouragé les Membres à y participer, selon qu'il convenait, et les Parties à répondre au questionnaire établi aux fins du suivi de la mise en œuvre de l'Accord;

e) a réaffirmé que la mise en commun des informations tenait une place essentielle dans la lutte contre la pêche INDNR et s'est réjoui de la poursuite des travaux entrepris par la FAO pour concevoir le système mondial d'échange d'informations sur l'Accord;

f) s'est dit conscient de l'importance du Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement dans la mise en œuvre de l'Accord et d'autres instruments internationaux et initiatives, et a demandé qu'il continue d'être développé et que les Membres communiquent davantage de données sur leurs navires et actualisent périodiquement leurs informations, au besoin;

g) a exprimé sa préoccupation quant aux risques induits par une réglementation, un suivi et un contrôle insuffisants du transbordement au regard de la pêche INDNR et a accueilli avec satisfaction l'étude mondiale approfondie réalisée par la FAO au sujet du transbordement;

h) a prié la FAO de commencer à rédiger un projet de directives volontaires relatives à la réglementation, au suivi et au contrôle des opérations de transbordement et d'organiser une consultation d'experts afin de l'examiner, puis d'engager un processus de négociation conduit par les Membres et fondé sur des consultations techniques dans l'idée de présenter ces directives volontaires au Comité des pêches pour approbation à sa trente-cinquième session;

i) a noté qu'il existait différents types d'opérations de transbordement, toutes n'ayant pas des effets négatifs sur la durabilité des pêches, et qu'il convenait de tenir compte des particularités régionales en la matière; a en outre souligné que l'élaboration du projet de directives volontaires relatives à la réglementation, au suivi et au contrôle des opérations de transbordement devrait renforcer les mécanismes et pratiques en vigueur dans les régions; dans l'intervalle, les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) devraient veiller à ne pas différer leurs interventions à cet égard;

j) a salué les travaux accomplis par la FAO aux fins de l'élaboration de directives techniques sur les méthodologies et les indicateurs d'estimation de l'ampleur et de l'impact de la pêche INDNR, et a encouragé leur utilisation; a appelé la FAO à poursuivre l'élaboration de ces directives techniques;

k) a salué le rôle important que le Groupe de travail mixte FAO/Organisation maritime internationale (OMI)/Organisation internationale du Travail (OIT) sur la pêche INDNR et les questions connexes, y compris sur les mesures visant à assurer des conditions de travail sûres, salubres et justes et à améliorer la sécurité en mer, jouait s'agissant de mobiliser de multiples organismes et parties prenantes, et a appuyé la recommandation du Groupe de travail mixte tendant à ce qu'il soit procédé à l'examen du mandat de ce dernier et à l'élaboration de son règlement intérieur en coopération avec les Membres par l'intermédiaire du Bureau du Comité des pêches; a demandé à la FAO de faciliter les discussions avec les secrétariats de l'OIT et de l'OMI en vue de présenter le mandat et le règlement intérieur en temps utile au Comité des pêches, à sa trente-cinquième session, et aux organes directeurs concernés de l'OMI et de l'OIT pour adoption, et a encouragé la FAO à mettre au point un processus qui permettrait au Comité des pêches d'examiner les recommandations du Groupe de travail mixte;

l) a réitéré le rôle essentiel que jouent les ORGP et les organes consultatifs régionaux des pêches dans la lutte contre la pêche INDNR et s'est félicité des actions engagées pour renforcer les mesures de conservation et de gestion des pêches, et a encouragé les ORGP à coopérer davantage pour continuer à renforcer ces mesures;

m) a réaffirmé l'importance des systèmes de traçabilité pour la lutte contre la pêche INDNR, conformément aux Directives d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises, et a encouragé l'échange d'informations sur la documentation des prises;

n) a examiné les éléments nouveaux concernant les négociations qui se déroulent au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la réglementation des subventions à la pêche et a encouragé la FAO à continuer de formuler des avis techniques à cet égard;

o) a encouragé la FAO à poursuivre ses efforts pour aider les Membres à atteindre la cible 14.6 des ODD en s'employant à promouvoir les instruments pertinents de l'Organisation et les plans d'action nationaux visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PAN-INDNR), selon qu'il convenait;

p) a souligné l'importance des innovations technologiques pour renforcer le suivi, le contrôle et la surveillance des opérations de pêche.

ÉVOLUTION DES PROCESSUS DE PORTÉE MONDIALE ET RÉGIONALE EN RAPPORT AVEC LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE

15. Le Comité:

a) a noté avec inquiétude que la pandémie de covid-19 avait eu des incidences sur de nombreux processus de portée mondiale et régionale en rapport avec la pêche et l'aquaculture, notamment les organisations régionales de gestion des pêches et les organes consultatifs régionaux des pêches;

b) a également noté que les pays avaient des difficultés à participer à certaines réunions des organisations régionales de gestion des pêches qui étaient organisées en ligne;

c) a dit craindre que le Fonds d'assistance créé au titre de la Partie VII de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons soit toujours sous-financé et a encouragé les Membres à verser des contributions supplémentaires;

d) a félicité la FAO pour ses activités visant à parvenir à une pêche et une aquaculture durables au moyen d'approches qui favorisent la collaboration avec les organisations, les organes et les initiatives pertinents aux niveaux mondial et régional tels que la Convention sur la diversité biologique (CDB), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), y compris l'aide apportée dans le cadre des activités de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les océans et la pêche, la Conférence des Nations Unies sur les océans, la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable et la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, et a demandé à la FAO de continuer à renforcer ces travaux;

e) a félicité la FAO pour sa participation régulière au processus de délibération sur la création d'un instrument juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et a noté que les négociations relatives à cet instrument pourraient avoir des incidences sur la mise en œuvre des instruments relatifs aux pêches et sur le rôle des institutions des pêches; a demandé à la FAO de continuer, dans le cadre de son mandat, à fournir des avis techniques et des informations pertinentes, notamment sur les objectifs et la mise en œuvre des instruments relatifs aux pêches qui existent déjà, et a noté que ni ce processus ni son résultat ne devaient porter préjudice aux instruments et cadres juridiques en vigueur pertinents ou aux organes mondiaux, régionaux et sectoriels pertinents, comme indiqué au paragraphe 7 de la résolution A/RES/72/249 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

f) a appelé les Membres à veiller à la présence de spécialistes de la pêche et de l'aquaculture au sein de leurs délégations qui participent aux forums internationaux portant, directement et indirectement, sur la pêche et l'aquaculture;

g) a souligné le rôle central que les ORGP et les organes consultatifs régionaux des pêches, dans leurs sphères de compétence respectives, jouaient dans l'application des instruments internationaux afférents aux pêches, tels que ceux destinés à combattre la pêche INDNR;

h) a souligné que les ORGP et les organes consultatifs régionaux des pêches apportaient une contribution essentielle pour ce qui était d'appuyer et de renforcer les sciences halieutiques, la gestion des pêches et les activités de suivi, de contrôle et de surveillance, tant au niveau national que régional;

i) a demandé à la FAO d'accroître encore son appui aux ORGP et aux organes consultatifs régionaux des pêches, chargés des pêches marines et continentales, y compris les organismes dont le mandat porte sur l'aquaculture, en particulier dans la réorientation stratégique de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest, du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est et de la Commission régionale des pêches, et de fournir une assistance technique à la création de l'Organisation de gestion de la pêche et de l'aquaculture en mer Rouge et dans le golfe d'Aden;

j) a redit combien il appréciait le soutien que le Réseau des secrétariats des organes régionaux des pêches apportait aux ORGP et aux organes consultatifs régionaux des pêches, et a souligné que les organes régionaux des pêches devraient coopérer afin d'adopter des approches communes sur un certain nombre de questions transversales;

k) a insisté sur l'importance de la sécurité en mer et des conditions de travail dans le secteur des pêches et a salué la coopération étroite entre la FAO, l'OIT et l'OMI, notamment par l'intermédiaire du Groupe de travail mixte sur la pêche INDNR et les questions connexes, a demandé à la FAO de continuer à renforcer la coopération internationale sur les questions de santé et de sécurité dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture et de promouvoir des conditions de travail décentes pour les pêcheurs et les travailleurs de ces secteurs;

l) a noté l'évolution de la pêche sportive en Amérique latine et dans les Caraïbes qui génère de nouveaux débouchés pour la petite pêche et la pêche artisanale, et a souligné qu'il était important que la FAO continue d'assurer un suivi des travaux sur ce sujet et d'y apporter son appui.

FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À D'AUTRES DÉFIS LIÉS À L'ENVIRONNEMENT DANS LES SECTEURS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

16. Le Comité:

a) a félicité la FAO pour ses activités sur le changement climatique dans la pêche et l'aquaculture, a noté les progrès accomplis en ce qui concerne l'aide apportée aux pays en matière de mesures d'adaptation, de résilience et d'atténuation et a souligné la vulnérabilité des communautés qui dépendent de la petite pêche et de la pêche artisanale face au climat;

b) a souligné la pertinence de la coopération entre la FAO et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et a salué le rôle de la FAO dans les Dialogues de la CCNUCC sur les océans et le changement climatique;

c) a demandé à la FAO de donner plus d'indications techniques sur l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets dans la gestion de la pêche et le développement de l'aquaculture, a encouragé les Membres à contribuer à l'élaboration de ces indications techniques et a accueilli favorablement l'offre du Gouvernement du Canada à cet égard;

d) a apprécié pleinement le potentiel des pêches et de l'aquaculture en matière d'atténuation du changement climatique et a constaté qu'il fallait soutenir la transition vers des pratiques ayant une faible empreinte carbone;

e) a appelé la FAO à continuer d'aider les Membres, s'ils le souhaitent, à mettre en œuvre et actualiser leurs contributions déterminées au niveau national, conformément à l'Accord de Paris et aux plans nationaux pour l'adaptation, et a encouragé tous les

Membres à s'assurer que le secteur de la pêche et de l'aquaculture était bien pris en compte dans ces instruments, comme il convient;

f) a réitéré ses craintes concernant les éventuels effets négatifs des déchets plastiques marins, du bruit anthropique en milieu marin, des efflorescences algales nuisibles et des espèces envahissantes et a encouragé la FAO à continuer d'aider les Membres au moyen d'éléments concrets et d'approches fondées sur la science;

g) concernant les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés, a encouragé la FAO à continuer de promouvoir les Directives volontaires sur le marquage des engins de pêche et de renforcer les capacités aux niveaux régional et national;

h) s'est félicité des efforts consentis pour prévenir et réduire les déchets plastiques en mer dans le cadre du projet de partenariats GloLitter et de l'initiative mondiale de lutte contre les engins de pêche fantômes, et a encouragé la FAO à continuer de collaborer avec les Membres, l'OMI et d'autres organismes du système des Nations Unies, les organisations régionales de gestion des pêches, le secteur privé, la société civile et certaines organisations internationales;

i) a pris acte du développement des connaissances scientifiques sur le bruit anthropique en milieu marin et a encouragé la FAO à évaluer les effets qu'il pourrait avoir sur les ressources marines, y compris les conséquences socioéconomiques, en collaboration avec des organisations internationales telles que l'OMI.

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE LA FAO RELATIVE À L'INTÉGRATION DE LA BIODIVERSITÉ DANS TOUS LES SECTEURS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

17. Le Comité:

a) a déclaré que la biodiversité tenait une place de premier plan dans la production alimentaire et l'ensemble de la filière alimentaire, dans les moyens d'existence durables et dans la fourniture de services écosystémiques, et a pris acte de l'importance croissante de sa conservation et de son utilisation durable à la lumière des menaces, des pressions et des chocs qui se multiplient;

b) a accueilli avec satisfaction le Plan d'action 2021-2023 pour la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de l'agriculture, tout en notant qu'il faudrait le réviser pour y faire figurer de nouvelles cibles et de nouveaux objectifs mondiaux en matière de biodiversité et pour répondre aux inquiétudes quant aux mesures en rapport avec les indications géographiques et la biosécurité axée sur les marchés;

c) a remercié la FAO pour sa participation active au processus d'établissement d'un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (2021-2030) qui sera adopté lors de la quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, et a souligné la crainte qui avait été soulevée qu'il ne soit pas tenu compte de l'approche écosystémique des pêches et de l'aquaculture dans les objectifs et les indicateurs du cadre;

d) a noté l'importance qu'il y avait à prendre en considération plusieurs outils de gestion efficaces par période et par zone, tels que les zones protégées et les autres mesures de conservation efficaces par zone pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité;

e) a noté la pertinence des autres mesures de conservation efficaces par zone à l'appui de la réalisation d'un certain nombre d'ODD et d'objectifs mondiaux relatifs à la

biodiversité, et a demandé que la FAO produise et diffuse des directives pratiques pour aider les Membres à les recenser et à les mettre en œuvre;

f) a demandé que la FAO continue de travailler avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et des instances connexes pour faire en sorte que les décisions prises au sein de ces enceintes et leur mise en œuvre soient fondées sur les meilleures données scientifiques disponibles et sur des informations techniques pertinentes;

g) a félicité la FAO pour la publication des directives techniques relatives à la prévention et à la réduction des captures accidentelles de mammifères marins dans le secteur de la pêche;

h) a encouragé la FAO à continuer de s'engager activement auprès des organisations et processus internationaux pertinents et à mettre en évidence les retombées positives importantes d'un mode d'utilisation durable en matière de conservation de la biodiversité;

i) a noté le rôle important que les organes consultatifs régionaux des pêches, les ORGP et d'autres initiatives régionales jouaient concernant la prise en compte systématique de la biodiversité dans la conservation et l'utilisation durable des ressources aquatiques et a demandé à la FAO de renforcer l'appui qu'elle leur prêtait dans ce domaine.

FAIRE AVANCER LES DÉBATS SUR LA GESTION DES PÊCHES AU SEIN DU COMITÉ DES PÊCHES: PROPOSITION DE CRÉATION D'UN SOUS-COMITÉ DE LA GESTION DES PÊCHES

18. Le Comité:

a) a pris note des résultats des consultations menées pendant la période qui s'est écoulée entre ses trente-troisième et trente-quatrième sessions;

b) a rappelé l'importance de son mandat en tant que forum intergouvernemental mondial où sont examinées les principales questions et recommandations internationales en matière de pêche et d'aquaculture; a également indiqué qu'il importait de tenir des débats techniques sur la gestion de la pêche avant que ce thème ne soit présenté en session;

c) est convenu de continuer à mener des consultations transparentes et inclusives sur la proposition de création d'un sous-comité de la gestion des pêches, sous la direction de son Président, et attendait avec intérêt qu'une proposition soit présentée à sa trente-cinquième session.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA FAO DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE AU TITRE DU CADRE STRATÉGIQUE DE L'ORGANISATION

19. Le Comité:

a) a examiné le programme de travail de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation et s'est félicité des résultats obtenus;

b) a accueilli avec satisfaction l'élaboration d'un nouveau Cadre stratégique de la FAO (2022-2031), et appelé l'Organisation à intégrer pleinement la pêche et

l'aquaculture dans les quatre nouvelles aspirations visant des améliorations sur les plans de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie;

c) a encouragé la FAO à se pencher également sur l'importance de l'ODD 14 dans le nouveau Cadre stratégique et sur le rôle déterminant de l'Organisation dans la réalisation de cet objectif, dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses objectifs indissociables;

d) a salué la proposition relative à l'élaboration d'un programme de transformation bleue au titre du nouveau Cadre stratégique de la FAO et a dit attendre avec intérêt de nouvelles informations à ce sujet;

e) a approuvé les domaines de travail prioritaires qui ont été définis en matière de pêche et d'aquaculture pour l'exercice biennal 2020-2021, et a indiqué qu'il comptait les examiner lors du nouveau cycle de planification de la FAO, notant l'importance du secteur des pêches et de l'aquaculture pour l'amélioration des moyens d'existence, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé humaine, et ses liens avec la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, entre autres, ainsi que l'importance d'une approche intégrée qui permette de parvenir à des compromis;

f) a recommandé que les organes directeurs compétents de la FAO prennent dûment en considération la possibilité d'intégrer les mesures énoncées dans la Déclaration du Comité des pêches de 2021 sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que d'autres mesures au titre de l'intervention et du rétablissement dans le contexte de la covid-19, en tant que domaines prioritaires, tout en examinant le projet de cadre stratégique et le Plan à moyen terme, et d'améliorer la visibilité du secteur au sein de la FAO;

g) a réaffirmé l'importance du rôle de la FAO dans la collecte, l'analyse et la diffusion de statistiques sur les pêches et l'aquaculture, y compris de données ventilées par sexe dans la mesure du possible, et a demandé à la FAO d'informer les Membres des besoins supplémentaires à combler pour améliorer les systèmes de collecte de données, en particulier pour la pêche et l'aquaculture artisanales et à petite échelle;

h) a encouragé la FAO à continuer d'intensifier sa collaboration avec les organisations internationales concernées, les organes consultatifs régionaux des pêches et les organisations régionales de gestion des pêches afin de mettre en avant la contribution positive de la pêche et de l'aquaculture au développement durable et d'éviter que les activités se chevauchent;

i) a engagé vivement la FAO à s'employer, avec ses partenaires, à promouvoir l'importance de la pêche et de l'aquaculture dans le cadre d'initiatives s'y prêtant, telles que la Conférence des Nations Unies sur les océans, le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable, la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, la Conférence «notre océan» et le Sommet de la nutrition pour la croissance, qui se tiendra à Tokyo, et a encouragé la FAO et ses Membres à mettre en lumière la Déclaration sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture 2021 à ces différentes occasions, et en particulier au cours des activités et manifestations en rapport avec l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (AIPAA), qui sera célébrée en 2022;

j) a exhorté la FAO à diffuser les expériences et les pratiques positives dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, notamment par le truchement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

CADRE DE RÉFÉRENCE DE LA PLATEFORME INTERNATIONALE POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE NUMÉRIQUES

20. Le Comité:

a) a exprimé son appui à la Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques, et a prié la FAO de faire en sorte que ses travaux portent notamment sur les questions liées aux applications des technologies numériques dans la pêche et l'aquaculture et donnent lieu à des effets de synergie entre les organisations internationales et les parties prenantes sans conduire à des activités et initiatives faisant double emploi;

b) a également prié la FAO de concevoir un système de financement solide, fondé sur des contributions volontaires, pour la Plateforme, et de continuer à développer et compléter son cadre de référence afin que le Comité du Programme et le Conseil de la FAO l'examinent à nouveau.

PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL DU COMITÉ

21. Le Comité:

a) a approuvé le rapport intérimaire sur le Programme de travail pluriannuel 2018-2021;

b) a souligné qu'il était important que les documents soient rédigés à temps et a demandé que l'indicateur «Tous les documents du Comité des pêches, y compris le rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, sont disponibles dans toutes les langues de la FAO au moins quatre semaines avant le début de la session» soit conservé à l'alinéa b du paragraphe 18 du projet de programme de travail pluriannuel 2020-2023, y compris l'ordre du jour provisoire annoté, qui donne des précisions sur les points inscrits pour examen et pour décision;

c) a recommandé de se servir du Programme de travail pluriannuel pour harmoniser les ordres du jour du Comité des pêches et de ses sous-comités, sur consultation du Bureau;

d) a recommandé d'éviter les chevauchements avec les activités des autres organes directeurs et de renforcer encore davantage la coordination avec les secrétariats de ces organes;

e) a préconisé, aux fins du suivi, de surveiller la mise en œuvre du Programme de travail pluriannuel pour 2020-2023 entre les sessions et de communiquer les progrès accomplis au Bureau selon un modèle d'établissement de rapports;

f) a recommandé d'ajouter «[…] et étudier la possibilité d'élaborer de nouvelles méthodes de travail intersessions et/ou de créer un sous-comité de la gestion des pêches conformément à la proposition faite en ce sens» à la fin de l'alinéa c du paragraphe 20 du projet de programme de travail pluriannuel 2020-2023. La version révisée du Programme de travail pluriannuel 2020-2023 figure à l'annexe F.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS DE LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ DES PÊCHES

22. Le Comité a élu M. Shingo Ota (Japon) Président. Il a également élu les six vice-présidents suivants: Canada, Chili, Espagne, Koweït, Nouvelle-Zélande et Sénégal. À titre exceptionnel, le Comité a chargé les membres du Bureau de désigner, parmi eux, le membre qui officiera à titre de premier Vice-Président.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION

23. Le Comité est convenu que la trente-cinquième session du Comité des pêches aurait lieu à Rome du 5 au 9 septembre 2022.

ÉVOLUTION DES DÉBATS AU SEIN D'AUTRES INSTANCES INTÉRESSANT LE COMITÉ DES PÊCHES

24. Le Comité a pris note des informations communiquées sur l'évolution des débats au sein d'autres instances intéressant le Comité des pêches.

RAPPORT DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME PILOTE CONJOINT POUR LA CRÉATION DE L'UNIVERSITÉ MONDIALE DES PÊCHES

25. Le Comité a accueilli avec satisfaction les informations actualisées communiquées par la République de Corée sur le programme pilote conjoint pour la création de l'Université mondiale des pêches et a dit attendre avec intérêt de recevoir des renseignements complémentaires à sa trente-cinquième session.

ADOPTION DU RAPPORT

26. Le rapport de la trente-quatrième session du Comité des pêches a été adopté le 5 février 2021.

ANNEXE A

Ordre du jour

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session
3. Désignation des membres du Comité de rédaction
4. Progrès réalisés, tendances observées, nouveaux enjeux et interventions novatrices en matière de gestion durable et responsable de la pêche et de l'aquaculture: reconstruire en mieux
5. Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa dixième session (Trondheim [Norvège], 23-27 août 2019)

   Le document Rapport d'activité sur la mise en œuvre du Plan d'action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens 2016-2020 et proposition relative à un nouveau plan d'action pour la période 2021-2025 sera examiné au titre de ce point de l'ordre du jour.
6. Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité du commerce du poisson à sa dix-septième session (Vigo [Espagne], 25-29 novembre 2019)
7. Contribution des pêches et de l'aquaculture à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

   Le document «Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition» sera examiné au titre de ce point de l'ordre du jour.
8. Soutenir la petite pêche et la pêche artisanale
9. Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR)
10. Évolution des processus de portée mondiale et régionale en rapport avec la pêche et l'aquaculture

11 Faire face au changement climatique et à d'autres défis liés à l'environnement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture

   11.1 Mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de l'agriculture (*Le «projet de Plan d'action 2021-2023 pour la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative à la biodiversité dans tous les secteurs de l'agriculture» sera examiné au titre de ce point de l'ordre du jour*)

12. Faire avancer les débats sur la gestion des pêches au sein du Comité des pêches: proposition de création d'un sous-comité de la gestion des pêches
13. Programme de travail de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation

   13.1 Cadre de référence de la Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques

14. Programme de travail pluriannuel du Comité
15. Élection du président et des vice-présidents de la trente-cinquième session du Comité des pêches

16. Date et lieu de la prochaine session du Comité des pêches

17. Questions diverses

17.1 Évolution des débats au sein d'autres instances intéressant le Comité des pêches

17.2 Rapport de la République de Corée sur l'état d'avancement du programme pilote conjoint pour la création de l'Université mondiale des pêches

18 Adoption du rapport

ANNEXE B

Liste des délégués et observateurs

MEMBRES DU COMITÉ[1]

AFGHANISTAN

Wajiha QAZIZADAH
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Rahman BELIM
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO

ALGÉRIE

Karima GHOUL IDJER
Chargée de Synthèse et d'Etude
Point focal FAO
Algiers

Belacel AMAR
Directeur du contrôle des activités de la pêche
Algiers

Rachid ANNANE
Directeur du Développement de l'aquaculture
Algiers

Lamia BEN REDOUANE
Secrétaire
Représentante permanente suppléant auprès de la FAO
Rome

Sarah CHENITI
Directrice du Développement de la pêche
Algiers

Nadia GUERNI
Directrice de la Réglementation du contentieux et de la promotion socioprofessionelle
Algiers

ANGOLA

Esperança DA COSTA
Secrétaire d'État
Ministère des pêches et de la mer
Luanda

Julia AIROSA
Directeur nationale de la pêches et de l'aquaculture
Ministre des pêches et de la mer
Luanda

Carlos Alberto AMARAL
Ministre Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès de la FAO
Rome

Antonio DA SILVA
Directeur nationale des affaires maritimes
Ministre des pêches et de la mer
Luanda

Maria De Fatim JARDIM
Ambassadeur
Représentante permanente auprès de la FAO
Rome

ARGENTINE

Carlos LIBERMAN
Subsecretario de Pesca y Acuicultura
Buenos Aires

Guillermo ABDALA BERTICHE
Ministerio de Agricultura, Ganaderia y Pesca
Buenos Aires

Vanesa ASIKIAN
Ministerio de Agricultura, Ganaderia y Pesca
Buenos Aires

Yanina BERRA ROCCA
Consejero
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Buenos Aires

Maria Eugenia GOYA
Secretario
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Buenos Aires

Carolina LINARES
Consejero
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Buenos Aires

Erica LUCERO
Consejero
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Buenos Aires

Julia MANTINIAN
Ministerio de Agricultura, Ganaderia y Pesca
Buenos Aires

Holger MARTINSEN
Embajador
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Buenos Aires

Gabriela NAVARRO
Directora de Planificación y Gestión de Pesquerías
Ministerio de Agricultura, Ganaderia y Pesca
Buenos Aires

Pedro NEGUELOAETCHEVERRY
Consejero
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Buenos Aires

Cecilia PIEDRABUENA
Ministerio de Agricultura, Ganaderia y Pesca
Buenos Aires

Laura PROSDOCIMI
Ministerio de Agricultura, Ganaderia y Pesca
Buenos Aires

[1] Based on the membership of COFI at the time of the session. The current membership is available: www.fao.org/unfao/govbodies/gsbhome/committee-fi/en/

Guillermo RODOLICO
Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la FAO
Roma

Lucia SCHEINKMAN
Secretario
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Buenos Aires

Julian SUAREZ
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca
Buenos Aires

AUSTRALIE

Lynda HAYDEN
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ruth MALLETT
Agriculture Adviser
Permanent Representation to FAO
Rome

Neil HUGHES
Director of Multilateral and Recreational Fisheries Section
Department of Agriculture, Water and Environment
Canberra

AZERBAÏDJAN

Bayandur RZAYEV
Deputy Chairman
Agrarian Services Agency
Ministry of Agriculture
Baku

Agshin GULIYEV
Senior Specialist of Investment Projects Analysis and Evaluation
Department of Agro Resource Centre
Ministry of Agriculture
Baku

Gunay MAMMADLI
Deputy Head of the Projects and Programs
Department of the Agrarian Credit and Development Agency
Ministry of Agriculture
Baku

Ramiz SALMANOV
Head of Animal Health and Veterinary Services Regulation
Department of Agrarian Services Agency
Ministry of Agriculture
Baku

BANGLADESH

Mashiur RAHMAN
Joint Secretary
Ministry of Fisheries and Livestock
Dhaka

Hasan Ahmmed CHOWDHURY

Manash MITRA
Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

BELGIQUE

Patrick SORGELOOS
Emeritus Professor of Aquaculture
Ghent University
Ghent

Karel VAN HULLE
Policy Advisor
Department of Agriculture and Fisheries
Flemish Government

Geert DE PROOST
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès de la FAO
Rome

Laurence DE WOLF
Conseillère politique
Département des affaires étrangères
Brussels

BRÉSIL

Fernando José MARRONI DE ABREU
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Jorge SEIF JÚNIOR
Secretary of Aquaculture and Fisheries
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Arnaldo DE BAENA FERNANDES
Minister Counselor
Deputy Permanent Representative
FAO
Rome

Paulo GUAPINDAIA JOPPERT
Counsellor
Alternate Permanent Representative
FAO
Rome

Rodrigo ESTRELA DE CARVALHO
Counselor
Alternate Permanent Representative
FAO
Rome

Felipe Carlos ANTUNES
Counsellor
Alternate Permanent Representative
FAO
Rome

Leonardo WERLANG ISOLAN
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
FAO
Rome

Renata NEGRELLY NOGUEIRA
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
FAO
Rome

Lucianara ANDRADE FONSECA
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
FAO
Rome

Alexandre ALVIM RIBEIRO
Second Secretary
Agribusiness Promotion Division
Ministry of Foreign Affairs
Brasilia

Diego FERNANDES ALFIERI
Third Secretary
Agribusiness Promotion Division
Ministry of Foreign Affairs
Brasilia

Diógenes LEMAINSKI
International Affairs Advisory to the Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Bárbara Thâmmy FRIZADO DOS SANTOS
Secretariat Technician
Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Carlos Eduardo Olyntho DE ARRUDA VILLAÇA
Director of the Planning and Monitoring Department
Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Natali Isabela PIERIN PICCOLO
General Coordinator of the Planning and Monitoring Department
Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Alex Augusto GONÇALVES
Director of the Fisheries Planning and Development Department
Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Akeme Milena FERREIRA MATSUNAGA
Head of Division in the Fisheries Planning and Development Department
Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Carolina AMORIM DA SILVA BITTENCOURT
Head of Division in the Fisheries Planning and Development Department
Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Marina Midori DE OLIVEIRA NAKANE
Head of Division in the Fisheries Planning and Development Department
Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Fabio EXPEDITO DOS SANTOS NETO
Head of Division in the Fisheries Planning and Development Department
Aquaculture and Fisheries Secretariat
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Fabio HISSA VIEIRA HAZIN
Fisheries Management Specialist and Researcher
Federal Rural University of Pernambuco
Brasilia

Carlos Cesar DE MELLO JUNIOR
Technical Advisor
Brazilian Fish Industries Association (ABIPESCA)
São Paulo

Christiano DE AQUINO LOBO
Advisor to the President of the Sectorial Chamber
ABIPESCA
São Paulo

Francisco De Assis MESQUITA FACUNDO
Executive Secretary
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

Helio VILELA BARBOSA JÚNIOR
Agricultural Emergency Coordinator
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Mikael ARRAES HODON
Substitute Coordinator of the Federal Agricultural Defense Laboratory
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Jorge CAETANO JR
General Coordinator of Health Programs
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Valeria STACCHINI FERREIRA HOMEM
Aquatic Animals Coordinator
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

André DA SILVA CARNEIRO
Chief of the Fish Health Division
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Diego MENEZES DE BRITO
Head of the Special Programs Division
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

Suzana BRESSLAU
Focal point for Antimicrobial Resistance and member of the Special Programs Division
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Isabella FONTANA
Head of the Molluscs and Crustaceans Health Division
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Lucio AKIO KIKUCHI
General Coordinator of Special Programs
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Elenita ALBUQUERQUE
Head of Institutional Relations Division
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Cristhiane STECANELLA DE OLIVEIRA CATTANI
Federal Agricultural Auditor in the General Inspection Coordination
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

Kleber SOUZA DOS SANTOS
Federal Agricultural Auditor
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

Adriano LENIN CIRILO DE CARVALHO
Federal Agricultural Auditor
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

Luis Gustavo ASP PACHECO
Genetic Resources Coordinator
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasilia

Eduardo LOBO NASLAVSKY
President
SeaFood
Brasilia

Maria José SAMPAIO
Researcher
Strategic International Relations Division
Brazilian Agricultural Research Corporation (EMBRAPA)
Brasilia

Eduardo SOUSA VARELA
Aquaculture and Fisheries Researcher
EMBRAPA
Brasília

Eric ROUTLEDGE
Researcher
EMBRAPA
Brasilia

CABO VERDE

Iolanda BRITES

Vera GOMINHO

Elsa SIMOES
Conseillère
Représentante permanente adjointe auprès de la FAO
Rome

CAMEROUN

Taiga TAIGA
Ministre de l'élevage, des pêches et des industries animales
Yaoundé

Guy Irené MIMBANG
Directeur des pêches
Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales
Yaoundé

Medi MOUNGUI
Deputy Permanent Representative

CANADA

Bernadette JORDAN
Minister of Fisheries and Oceans
Canada
Ottawa

Renée SAUVÉ
Director of International Oceans Policy
Fisheries and Oceans Canada
Ottawa

Katharine FERRI
Policy Analyst
Fisheries and Oceans Canada
Ottawa

Benny GUTTMAN
Policy Analyst
Fisheries and Oceans Canada
Ottawa

Mi NGUYEN
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Alexandra BUGAILISKIS
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Christine ARMITAGE
Events Manager
Fisheries and Oceans Canada
Ottawa

John COUTURE
Commercial Fisheries Liaison Coordinator
Unamaki Institute of Natural Resources
Eskasoni

Susanna FULLER
Vice President
Operations and Projects, Oceans North
Halifax

Keva MCKENNIREY
Counsellor (Agriculture)
Permanent Representation to FAO
Rome

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Idriss AMIT
Ministre des eaux, forêts, chasse et pêche
Bangui

Donatienne AKE
Chef de Service des eaux et de la pêche
Ministère des eaux, forêts, chasse et pêche
Bangui

Nestor LOPERE
Inspecteur Central en matière de chasse et pêche
Ministère des eaux, forêts, chasse et pêche
Bangui

Pierre SEMBENE
Directeur de la pêche et de l'aquaculture
Ministère des eaux, forêts, chasse et pêche
Bangui

TCHAD

Mariam ALI MOUSSA
Ambassadeur
Représentante Permanente auprès de2 la FAO
Berlin

CHILI

Gallardo ALICIA
Subsecretaria de Pesca
Santiago

Eugenio ZAMORANO
Jefe de la División de Acuicultura
Subsecretaría de Pesca
Santiago

Sergio ROMERO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Tamara VILLANUEVA
Primer Secretario
Representante Permanente Adjunto ante la FAO
Roma

Karin MUNDNICH
Jefa de Unidad Asuntos Internacionales
Subsecretaría de Pesca
Santiago

Jacqueline SALAS
Profesional
Unidad Asuntos Internacionales
Subsecretaría de Pesca
Santiago

Julio JORQUERA
Profesional Unidad Asuntos Internacionales
Subsecretaría de Pesca
Santiago

Katherine BERNAL
Asesora Unidad Asuntos Internacionales
Subsecretaría de Pesca
Santiago

Salvador VEGA
Departamento Asuntos Oceánicos
Ministerio Relaciones Exteriores
Santiago

Vanessa POHL
Departamento Asuntos Oceánicos
Ministerio Relaciones Exteriores
Santiago

Mónica ROJAS
Jefa Unidad Asuntos Internacionales
Servicio Nacional de Pesca y Acuicultura
Santiago

Pablo ORTIZ
Jefe de Fiscalización Pesquera
Servicio Nacional de Pesca y Acuicultura
Santiago

María Olga PAREDES
Dirección General del Territorio Marítimo y Marina Mercante
Santiago

Héctor BACIGALUPO
Gerente General
Sociedad Nacional de Pesca
Santiago

Macarena CEPEDA
Presidenta
Asociación de Industriales Pesqueros
Santiago

CHINE

Xinzhong LIU
Director-general of the Bureau of Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Beijing

Liling ZHAO
Counselor of the Bureau of Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Beijing

Quan LU
Director of the Division of International Cooperation
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Beijing

Baoying ZHU
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Rujie ZHONG
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

COLOMBIE

Adriana ARIAS CASTIBLANCO

Wilberto ANGULO

Carlos BORDA

Angelica CASTILLO MONCADA
Tercer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Andres ORTIZ ASTUDILLO

Vladimir PUENTES

Sara ZAFRA

COSTA RICA

Daniel CARRAZCO SÁNCHEZ
President
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Miguel DURÁN DELGADO
Director General of Fisheries and Aquaculture Management
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Víctor FERNÁNDEZ ROJA
Advisor to the Presidency
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Jose Rafael CENTENO CORDOBA
Chief of International Cooperation
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Pablo J. INNECKEN ZÚÑIGA
Consejero
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Paula PERAZA AGUILAR
Segunda Secretaria
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

Isabel ARAYA FALCON
General Director of Aquaculture and Fisheries Promotion
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Heiner MENDEZ BARRIENTOS
Chief, Legal Department
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Ana Isabel AZOFEIFA
General Directorate of Fisheries and Aquaculture Promotion
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Marianela QUIRÓS
Marketing Department
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Carlos ALVARADO
Aquaculture Department
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Pilar ARGUEDAS
Environmental Unit
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Jorge LOPEZ ROMERO
Extension and Training Department
National Institute of Fisheries and Aquaculture
Puntarenas

Federico ZAMORA CORDERO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

CROATIE

Ivana PETRINA ABREU
Head of the Sector for Resource, Fleet and Fishing Management
Directorate of Fisheries
Zagreb

Josip FURCIC
Head of Service
Fisheries Market Information System
Market Information System and Aquaculture Management Sector
Directorate of Fisheries
Zagreb

Marin MIHANOVIC
Head of Department
Resource, Fleet and Fishing Management Sector
Directorate of Fisheries
Zagreb

Valentina SEBALJ
Senior Expert Advisor for Aquaculture
Market Information System and Aquaculture Management Sector
Directorate of Fisheries
Zagreb

CHYPRE

George POULIDES
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Marios GEORGIADES
Agricultural Attaché
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Savvas KAFOURIS
Fisheries and Marine Research Officer
Department of Fisheries and Marine Research
Nicosia

TCHÉQUIE

Jiri JILEK
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Michal KULIK
Head of Unit
Trade and International Cooperation Department
Ministry of Agriculture
Prague

Martina NADVORNIKOVA
Trade and International Cooperation Department
Ministry of Agriculture
Prague

Petr CHALUPA
Head of the Department of Fisheries and Beekeeping
Ministry of Agriculture
Prague

Tereza BARTEKOVA
Department of Fisheries and Beekeeping
Ministry of Agriculture
Prague

Jakub MORICKY
Department of Fisheries and Beekeeping
Ministry of Agriculture
Prague

Hana ZENISKOVA
Department of Fisheries and Beekeeping
Ministry of Agriculture
Prague

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Kim CHON GIL
First Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Jon KYONG DOK
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

DANEMARK

Henry Damsgaard LANNG
Senior Consultant
Ministry for Food, Agriculture and Fisheries
Copenhagen

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Mario ARVELO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Liudmila KUZMICHEVA
Consejera
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

Diana INFANTE QUIÑONES
Consejera
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

Berioska MORRISON
Ministra Consejera
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

Julia VICIOSO
Ministra Consejera
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

Patricia Rodríguez
Consejera
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

María Cristina LAUREANO
Primera Secretaria
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

ÉQUATEUR

Bernardo HIDALGO
Viceministro de Acuacultura y Pesca
Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca
Quito

Isidro ANDRADE
Director de Política Pesquera y Acuícola
Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca
Quito

José Antonio CARRANZA
Ministro
Subsecretaría de Soberanía y Relaciones Vecinales
Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana
Quito

Rebeca ESPINOZA
Especialista de Política Pesquera y Acuicola
Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca
Quito

Sr Jorge LOPEZ LARA
Subdirector de Seguridad y Protección Marítima
DIRNEA
Guayaquil

Mónica MARTÍNEZ
Directora de Soberanía
Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana
Quito

Javier MENDOZA
Consejero
Dirección de Soberanía
Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana
Quito

Julio MINDIOLA RODRÍGUEZ
Jefe de Seguridad a la Navegación
Dirección Nacional de los Espacios Acuáticos
Guayaquil

Eduardo OREJUELA SOTO
Jefe Departamento De Seguridad Marítima
DIRNEA
Guayaquil

José Luis PEÑAFIEL
Director de Oceanopolítica
Dirección Nacional de los Espacios Acuáticos
Guayaquil

Edwin PINTO
Oficial de Enlace y Asesor de Asuntos Marítimos
Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana
Quito

Juan PROAÑO
Director General de Intereses Marítimos
Dirección Nacional de los Espacios Acuáticos
Guayaquil

Marcela RIVADENEIRA
Consejera
Dirección de Soberanía
Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana
Quito

Nelson ROBELLY
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Xavier RUBIO GARCÉS
Asesor Técnico Marítimo
Dirección Nacional de los Espacios Acuáticos
Guayaquil

Juan TINOCO
Segundo Secretario
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

María Gabriela TROYA
Subsecretaria de Soberanía y Relaciones Vecinales
Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana
Quito

Carlos ZAPATA
Director de Planificación de DIGEIM
Dirección Nacional de los Espacios Acuáticos
Guayaquil

ÉGYPTE

Salah MESALHY
Chairman
General Authority for Fish Resources Development
Cairo

Haitham ABDELHADY
Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Abdelrazek BADR
Fisheries Specialist
General Authority for Fish Resources Development
Ministry of Agriculture
Cairo

Hammam DOAA
General Director of International Agreements Department
General Authority for Fish Resources Development
Ministry of Agriculture
Cairo

Hisham EL GAZZAR
Fisheries Specialist
General Authority for Fish Resources Development
Ministry of Agriculture

Ramzy STENO
Agricultural Attaché
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

EL SALVADOR

Saul Patricio PACHECO REYES
Jefe de la División de Ordenación y Administración Pesquera y Acuícola
OSPESCA
San Salvador

Numa Rafael HERNANDEZ
Jefe de la División de Fomento y Desarrollo Pesquero y Acuícola
OSPESCA
San Salvador

Maria Abelina TORRES DE MEILLIEZ
Ministra Consejera
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

ÉRYTHRÉE

Asmerom KIDANE TECLEGHIORGHIS
Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

ESTONIE

Eduard KOITMAA
Head of the Market Regulation and Trade Bureau of the Fisheries Economics Department
Ministry of Rural Affairs
Tallinn

ESWATINI

Phumzile MHLANGA
Senior Agricultural Officer
Ministry of Agriculture
Mbabane

ÉTHIOPIE

Helina Dinku GODANA
Alternate
Permanent Representation to FAO
Rome

Addisu Melkamu KEBEDE
Second Secretary
Alternate Permanent Representation to FAO
Rome

UNION EUROPÉENNE (ORGANISATION MEMBRE)

Virginius SINKEVICIUS
European Commissioner Environment, Oceans and Fisheries
European Commission
Brussels

Alexandra VALKENBURG
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Brian CREACH
Intern
Permanent Representation to FAO
Rome

Eglantine CUJO
Member of Cabinet of Commissioner Virginius Sinkevicius
European Commission
Brussels

Francesco DI BONA
Intern
Permanent Representation to FAO
Rome

Beata-dorota GOLENSKA
Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Raphael GOULET
Head of Unit
Directorate General for Maritime Affairs and Fisheries (DG MARE)
European Commission
Brussels

Renate HAHLEN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Dorina KAROLYI
Political Officer
Permanent Representation to FAO
Rome

Damien KELLY
First Secretary
Permanent Representation to FAO
Rome
Desiree KJOLSEN
Policy Officer
DG MARE
European Commission
Brussels

Maria LENSU
Desk Multilateral Relations
External Action Service - EEAS
Brussels

Karolina MAJEWSKA
Policy Officer
DG MARE
European Commission
Brussels

Marc RICHIR
Senior Expert
DG MARE
European Commission
Brussels

Jörg ROOS
Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Cara STAUSS
Counsellor
Permanent Representation to FAO
Rome

Ramon VAN BARNEVELD
Deputy Head of Unit
DG MARE
European Commission
Brussels

François HEAD
Administrator - Fisheries Directorate
General Secretariat of the Council of the European Union
Brussels

Carmen OCHOA
Political administrator
General Secretariat of the Council of the European Union
Brussels

FINLANDE

Petri SUURONEN
Programme Director Blue Bioeconomy
Natural Resources Institute Finland
Helsinki

FRANCE

Céline JURGENSEN
Ambassadrice
Représentante permanente auprès de la FAO
Rome

Delphine BABIN-PELLIARD
Conseillère
Représentante permanente suppléante auprès de la FAO
Rome

Jean GUEDON
Conseiller
Représentation permanente auprès de la FAO
Rome

Philippe LINTANF
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Paris

Matthieu PIRON
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Paris

Philippe VAAST
Conseiller scientifique
Représentante permanente suppléante auprès de la FAO
Rome

Andrée SONTOT
Secrétariat général des affaires européennes
Ministre de l'Europe et des affaires étrangères
Paris

ALLEMAGNE

Hermann POTT
Head of Division 613
Fisheries Structure and Market Policy
Marine Environment Protection
Bonn

Melanie SEIBERT
Division 614
Sea Fisheries Management and Control, IWC
Bonn

Reinhold HANEL
Director
Fisheries Ecology
Thünen Institute
Bremerhaven

Florian DILLSCHNEIDER
Desk Officer
Fishing structure and Market policy
Marine Environment Protection
Bonn

Nina NEUBECKER
Desk officer
Division 120
Food Security, World Nutrition, Fisheries
Bonn

Mark PREIN
Sustainable Fisheries and Aquaculture
GIZ
Society for International Cooperation
Berlin

GHANA

Michael ARTHUR DADZIE
Executive Director
Ministry of Fisheries and Aquaculture
Accra

Alex ADU-ANTWI
Deputy Director
Ministry of Fisheries and Aquaculture Development
Accra

Matthew OYIH
Deputy Director
Ministry of Fisheries and Aquaculture
Accra

GUATEMALA

Luis Fernando CARRANZA CIFUENTES
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Julio Cesar LEMUS GODOY
Director de la Dirección de la Normativa de la Pesca y la Acuicultura
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación
Ciudad de Guatemala

Eduardo Mejia CALITO
Ministro Consejero
Representacion Permanente ante la FAO
Roma

GUINÉE

Mohamed Cherif DIALLO
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Abdoulaye TRAORE
Conseiller Economique
Représentant permanent adjoint auprès de la FAO
Rome

Mohamed Nassir CAMARA
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès de la FAO
Rome

Sidi Mouctor DICKO
Chairperson of the Committee on Fisheries

GUYANA

Natasha BEERJIT-DEONARINE
Director of Planning
Ministry of Agriculture, Fisheries and Marine Resources
Basseterre

Nakita DOOKIE
Fisheries Officer (Aquaculture)
Ministry of Agriculture, Fisheries and Marine Resources
Basseterre

Jainarine NARINE
Deputy Chief Fisheries Officer
Ministry of Agriculture, Fisheries and Marine Resources
Basseterre

Denzil ROBERTS
Chief Fisheries Officer
Ministry of Agriculture, Fisheries and Marine Resources
Basseterre

Desha SPELLEN
Fisheries Officer and Chair of the Seabob Working Group
Ministry of Agriculture, Fisheries and Marine Resources
Basseterre

Jomesha STEWART
Planning Unit
Ministry of Agriculture, Fisheries and Marine Resources
Basseterre

HONGRIE

Péter LENGYEL
Head of Unit
Ministry of Agriculture
Department of Fish Farming
Budapest

Gábor RÉCZEY
Fisheries Expert
Ministry of Agriculture
Department of Fish Farming
Budapest

ISLANDE

Stefan Jon HAFSTEIN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Stefan AMUNDSSON
Director
Association of Fisheries Iceland
Reykjavík

Brynhildur BENEDIKTSDOTTIR
Senior Advisor
Permanent Representation to FAO
Rome

Matthias Geir PALSSON
Special Envoy on Matters of the Oceans
Ministry for Foreign Affairs
Reykjavík

Kristjan THORARINSSON
Advisor
Association of Fisheries Iceland
Reykjavík

INDONÉSIE

Artati WIDIARTI
Director General of the Competitiveness Strengthening of Marine and Fisheries Products
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Sakti Wahyu TRENGGONO
Minister for Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Basilio Dias ARAUJO
Deputy for Maritime and Energy Sovereignty Coordination
Ministry for Maritime and Investment Affairs
Jakarta

Tini MARTINI
Head of Legal and Organization Bureau
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Desie Yudhia Rikmawatie MUNGGARAN
Coordinator for Public Relations, Cooperaion, and Law
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Rokhman Mohammad ROFIQ
Coordinator for Programmes
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Erna YUNIARSIH
Sub-coordinator for Cooperation
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Esti ANDAYANI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Muhammad ZAINI
Acting Director General of Capture Fisheries
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Slamet SOEBJAKTO
Director General of Aquaculture
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

J. S. George LANTU
Deputy Chief of Mission
Alternate Permanent Representative of the Republic of Indonesia to FAO, IFAD, WFP, and UNIDROIT
Rome

Hari PRABOWO
Director of Trade, Commodity, and Intellectual Property
Ministry of Foreign Affairs
Jakarta

Trian YUNANDA
Director of Fish Resources Management
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Ridwan MULYANA
Director of Licensing and Fishers
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Tinggal HERMAWAN
Director for Fisheries Seeds
Minister of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Arik Hari WIBOWO
Director of Cultivation Business and Production
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Agung Tri PRASETYO
Head of the Bureau of Public Relations and International Cooperation
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Caka AWAL
Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Ida Ayu RATIH
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Novi Dwi RATNASARI
Staff of the Directorate of Trade, Commodity, and Intellectual Property
Ministry of Foreign Affairs
Jakarta

Turman Hardianto MAHA
Coordinator of Fisheries Distribution Monitoring Group
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Aulia Riza FARHAN
Coordinator of Control Center Operation Group
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Arif HIDAYATULLAH
Coordinator of Law, Cooperation, and Public Relations Group
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Sitti HAMDIYAH
Coordinator for Regional and Multilateral Cooperation
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Nona Gae LUNA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Anindita LAKSMIWATI
Sub-Coordinator for UN Cooperation
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Hary CHRISTIJANTO
Capture Fisheries Production Manager
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Muhammad FEBRIANOER
Cooperation Analyst
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Agnes Rosari DEWI
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Fathia Maryam PERDATA
Staff of the Directorate of Trade, Commodity, and Intellectual Property
Ministry of Foreign Affairs
Jakarta

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

Shahin GHORASHIZADEH
Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

ITALIE

Riccardo RIGILLO
Director General for Maritime Fisheries
Ministry of Agricultural, Food and Forestry Policies
Rome

Mauro BERTELLETTI
Officer
Ministry of Agricultural, Food and Forestry Policies
Rome

Mauro COLAROSSI
Officer
Ministry of Agricultural, Food and Forestry Policies
Rome

Nicoletta DE VIRGILIO
Expert
Ministry of Agricultural, Food and Forestry Policies
Rome

Ilaria FERRARO
Expert
Ministry of Agricultural, Food and Forestry Policies
Rome

Lorenzo MAGNOLO
Officer
Ministry of Agricultural, Food and Forestry Policies
Rome
Massimo RAMPACCI
Expert
Ministry of Agricultural, Food and Forestry Policies
Rome

JAPON

Shingo OTA
Deputy Director
Fisheries Agency Japan
Tokyo

Hideki MORONUKI
Director Fisheries Negotiations
Fisheries Agency Japan
Tokyo

Naohito OKAZOE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Kento OTSUYAMA
Official
International Affairs Division
Fisheries Agency

Miwako TAKASE
Councillor
Resources Management Department
Fisheries Agency

Takaaki UMEDA
Assistant Director
International Affairs Division
Fisheries Agency

JORDANIE

Fayiz KHOURI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Mohammad AL SHABBAR
Minister Plenipotentiary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Laith OBEIDAT
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Khalil AMRO
Head of Fish and Bee Department
Ministry of Agriculture
Amman

Suad AQEL
Head of Fish Division
Ministry of Agriculture
Amman

Samer AHMAD
Animal Production Directorate
Ministry of Agriculture
Amman

Reima DUBAYAH
Permanent Representation to FAO
Rome

KENYA

Micheni J. NTIBA
Principal Secretary
State Department of Fisheries, Aquaculture and Blue Economy
Nairobi

Jackline YONGA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Daniel MUNGAI
Director General
Kenya Fisheries Service
Nairobi

Teresa TUMWET
Agriculture Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Tobias OGWENO
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Siti MOHAMED
Second Counsellor
Permanent Representation to FAO
Rome

Michelle HOLI
Third Secretary
Permanent Representation to FAO
Rome

Lucy OBUNGU
Fisheries and Blue Economy Secretary
Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Cooperatives
Nairobi

KOWEÏT

Yousef JUHAIL
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Salah AL BAZZAZ
Technical Advisor
Permanent Representation to FAO
Rome

Manar AL SABAH
Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Sultan ALOTAIBI
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

LETTONIE

Normunds RIEKSTINS
Director of Fisheries Department
Ministry of Agriculture
Riga

Santa Jansone
Ministry of Agriculture of Latvia
Department of Fisheries
Head of Fisheries Strategy Division
Riga

LITUANIE

Vilda GRIUNIENE
Chief specialist of Fisheries Unit
Ministry of Agriculture
Vilnius

MADAGASCAR

Onipasta Helinoro TIANAMAHEFA
Chargé d'affaires
Representation Permanente auprès de la FAO
Rome

Tantely Ny Aina ANDRIAMAHARO
Chef de Service
Développement de la pêche artisanale, de la petite pêche maritime sportive
Antananarivo

Etienne BEMANAJA
Directeur Général de la pêche et de l'aquaculture
Ministère de l'agriculture, de l'élevage
et de la pêche
Antananarivo

Suzelin RATOHIARIJAONA
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de la FAO
Rome

Njaka RATSIMANARISOA
Directeur du développement et de la pêche
Ministère de l'agriculture, de l'élevage
et de la pêche
Antananarivo

MALAISIE

Moi Eim YEO
Director of Planning and Development Division
Department of Fisheries Malaysia
Putrajaya

Abdul Malik Melvin CASTELINO
Permanent Representative of Malaysia to FAO
Rome

Abdul Rahman ABDUL WAHAB
Director of Selangor Fisheries Office
Department of Fisheries Malaysia
Putrajaya

Tengku Balkis TUNKU SHAHAR
Head of International Section
Department of Fisheries Malaysia
Putrajaya

Nur Fadhlina Chan MAHADIE CHAN
Senior Fisheries Officer
Department of Fisheries Malaysia
Putrajaya

Muhammad Suhail MUHAMMAD
Alternate Permanent Representative of Malaysia to FAO
Rome

MALDIVES

Adam ZIYAD
Director General
Ministry of Fisheries, Marine Resources and Agriculture
Malé

Mohamed AHUSAN
Senior Research Officer
Ministry of Fisheries, Marine Resources and Agriculture
Malé

Shafiya NAEEM
Director General
Maldives Marine Research Institute
Malé

MALI

Madi MATENE KEITA
Conseiller Technique
Ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche
Bamako

Nouhoum BERTHE
Directeur national de la pêche
Ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche
Bamako

Traore HALIMATOU KONE
Deuxième conseiller
Représentante permanente adjointe auprès de la FAO
Rome

MALTE

Alicia SAID
Director
Department of Fisheries and Aquaculture
Ministry for Agriculture, Fisheries, Food and Animal Rights Agriculture Research and Innovation Hub
Luqa

Angelico BALDACCHINO
Manager
Department of Fisheries and Aquaculture
Ministry for Agriculture, Fisheries, Food and Animal Rights Agriculture Research and Innovation Hub
Luqa

Romina VENEZIANI
Senior Manager
Department of Fisheries and Aquaculture
Ministry for Agriculture, Fisheries, Food and Animal Rights Agriculture Research and Innovation Hub
Luqa

MAURITANIE

Diye Mohamed TEYIB
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès de la FAO
Rome

Mohamed Elmoustapha BOUZOUMA
Institut mauritanien de recherché océanographique et des pêches
Nouakchott

MEXIQUE

Martha DELGADO PERALTA
Subsecretaria para Asuntos Multilaterales y Derechos Humanos
Secretaria De Relaciones Exteriores
Ciudad de México

Miguel GARCIA WINDER
Experto
CONAPESCA
Ciudad de México

Bernardino Jesús MUÑOZ RESENDEZ
Director General de Planeación, Programación y Evaluación
CONAPESCA
Ciudad de México

Mónica María Antonieta VELARDE MENDEZ
Coordinadora de Temas Globales
Secretaria de Relaciones Exteriores
Ciudad de México

Andrew John RHODES ESPINOZA
Coordinador de Instrumentación de Acuerdos y Recomendaciones del Panel de Alto Nivel Para una Economía Oceánica Sostenible
Secretaria de Relaciones Exteriores
Ciudad de México

Jose Luis DELGADO CRESPO
Consejero
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma
Benito JIMENEZ SAUMA
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Maria De Los Angeles GOMEZ AGUILAR
Primera Secretaria
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

Manuel Baltazar ORTIZ GARCIA
Capitan de Navio
Secretaria De Marina
Ciudad de México

Sergio ESCUTIA ZUÑIGA
Encargado del Despacho de la Coordinacion General de Operacion y Estrategia Institucional,
CONAPESCA
Ciudad de México

Isabel Cristina REYES ROBLES
Directora de Asuntos Internacionales
CONAPESCA
Ciudad de México

Antonio JUAREZ RIVERO
Teniente de Navio
Secretaria de Marina
Ciudad de México

Giovanni FIORE AMARAL
CONAPESCA
Ciudad de México

MAROC

Youssef BALLA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Bouchta AICHANE

Houda AYOUCH
Conseillère
Représentante permanente adjointe auprès de la FAO
Rome

Aomar BOURHIM

Nadir CHAFAI ALAOUI

Zakia DRIOUICH

Mohamed Yassine EL AROUSSI

Fatima-Zohra EL HASSOUNI

Mustapha FATIH

Mohammed IDHALA

Omar KHARMAZ

Ilham M'NOUNY

Majida MAAROUF

Mohammed MALOULI IDRISSI

Mohammed Amine MANSOURI

Amina NAJD

Ilham TETO
Secrétaire
Représentante permanente suppléante auprès de la FAO
Rome

MYANMAR

Hmway Hmway KHYNE
Permanent Representative of the Republic of the Union of Myanmar

Lynn Marlar LWIN
Alternate Permanent Representative of the Republic of the Union of Myanmar

Tin Myo NWE
Alternate Permanent Representative of the Republic of the Union of Myanmar

PAYS-BAS

Hans HOOGEVEEN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Maddalena VISSER
Policy Officer for EU-Fisheries
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality
Amsterdam

Esra DEMIR
Junior Professional Officer
Permanent Representation to FAO
Rome

NOUVELLE-ZÉLANDE

Don SYME
Counsellor for Primary Industries
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

NICARAGUA

Edward A. JACKSON ABELLA
Presidente Ejecutivo
INPESCA
Managua

Roberto CHACÓN
Asesor Legal
INPESCA
Managua

Itzamna ÚBEDA
Directora de Acuicultura
INPESCA
Managua

Junior ESCOBAR FONSECA
Agregado
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Monica ROBELO RAFFONE
Embajadora
Representante Permanente ante la FAO
Roma

NIGÉRIA

Yaya A. Olaitan OLANIRAN
Minister
Permanent Representative to FAO
Rome

NORVÈGE

Kristoffer BJØRKLUND
Senior Advisor
Fisheries Department
Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
Oslo

Gunnstein BAKKE
Senior Legal Adviser
Directorate of Fisheries
Bergen

Alf Håkon HOEL
Professor
Institute of Marine Research
Tromsø

Astrid HOLTAN
Deputy Director General
Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
Oslo

Thord MONSEN
Head of Section
Directorate of Fisheries Norway
Bergen

Ingrid VIKANES
Senior Adviser
Ministry of Trade, Industries and Fisheries
Oslo

Nina E. VINJE
Senior Veterinary Adviser
Ministry of Trade, Industries and Fisheries
Oslo

Ann Kristin WESTBERG
Deputy Director-General and Chief Negotiator
Ministry of Trade, Industries and Fisheries
Oslo

OMAN

Yaqoop ALBUSAIDI
Undersecretary for Fisheries Wealth
Ministry Of Agriculture, Fisheries and Water Resources
Muscat

Salim AL HOSNI
Director of International Cooperation Department
Ministry of Agriculture, Fisheries Wealth and Water Resources
Muscat

Abdulaziz AL MARZOUQI
Director General
Fisheries Resources Development
Muscat

Hamed ALBREIKI
Director General of Agriculture and Fisheries Wealth and Water Resources in the South Sharqiya Government

Fadia ALJAMAL
Coordinator to the UN Agencies in Rome
Rome

Dawood ALYAHYAI
Acting Director General
Fisheries Research
Muscat

PAKISTAN

Muhammad AKRAM
Fisheries Development Board
Islamabad

Shoaib SARWAR
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Junaid WATTO
Chief Technical Officer
Fisheries Development Board
Islamabad

PANAMA

Flor TORRIJOS
Administradora General
Autoridad de Recursos Acuáticos
Panamá

Yarelis CASTILLO
Directora General de Ordenación y Manejo Integral
Autoridad de Recursos Acuáticos
Panamá

Desiree CHEN
Coordinadora de Planes, Programas y Proyectos
Autoridad de Recursos Acuáticos
Panamá

Raul DELGADO
Director General de Cooperación Técnica y Asuntos Pesqueros Internacionales
Autoridad de Recursos Acuáticos
Panamá

Tomás DUNCAN
Consejero
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Fernando LEVY
Director General de Inspección, Vigilancia y Control
Autoridad de Recursos Acuáticos
Panamá

Dario LOPEZ
Director General de Investigación y Desarrollo
Autoridad de Recursos Acuáticos
Panamá

Francisco TAJU
Director Regional de Panamá Metro
Autoridad de Recursos Acuáticos
Panamá

Xenia VERGARA
Asesora de la Administración General
Autoridad de Recursos Acuáticos
Panamá

PÉROU

Úrsula Desilú LEÓN CHEMPÉN
Viceministra de Pesca y Acuicultura
Ministerio de la Producción
Lima

Luis Alberto ALFARO GARFIAS
Director General de Supervisión, Fiscalización y Sanción
Ministerio de la Producción
Lima

José Edgardo ALLEMANT SAYÁN
Director General de la Dirección General de Pesca Artesanal
Ministerio de la Producción
Lima

Susan ANCHAYHUA ARÉSTEGUI
Profesional de la Dirección de Seguimiento y Evaluación
Ministerio de la Producción
Lima

Ever ARBOLEDA LUDEÑA
Profesional de la Dirección de Políticas y Ordenamiento
Ministerio de la Producción
Lima

Maria Carolina CARRANZA NÚÑEZ
Consejera
Representante Permanente Alterna ante la FAO
Roma

Dalia Rosa CHANG VALDEZ
Directora de Seguimiento y Evaluación
Ministerio de la Producción
Lima

Rossi Yesenia CHUMBE CEDEÑO
Directora General de Políticas y Análisis Regulatorio en Pesca y Acuicultura
Ministerio de Producción
Lima

Carlos Feliciano CISNEROS VARGAS
Director de Promoción y Desarrollo Acuícola
Ministerio de la Producción
Lima

Prieto Tica ENRI CIPRIANI
Director de Asuntos Marítimos
Ministerio de Relaciones Exteriores
Lima

Ana FLORES CORRALES
Profesional en Acuicultura de la Dirección de Promoción y Desarrollo Acuícola
Ministerio de la Producción
Lima

Raúl FLORES ROMANÍ
Asesor del Despacho Viceministerial de Pesca y Acuicultura
Ministerio de la Producción
Lima

Edgar Ovidio GARCÍA CARBAJAL
Director de Gestión Acuícola
Ministerio de la Producción
Lima

Luis Alfredo GARCÍA MESINAS
Asesor de la Dirección General de Políticas y Análisis Regulatorio en Pesca y Acuicultura
Ministerio de la Producción
Lima

Eduardo Salomón GARCÍA ZAMORA
Director de la Dirección de Cambio Climático y Biodiversidad Pesquera y Acuícola
Ministerio de la Producción
Lima

Miguel Angel LLEELLISH JUSCAMAYTA
Director de Políticas y Ordenamiento
Ministerio de la Producción
Lima

Julio Eduardo MARTINETTI MACEDO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

David Humberto MENDOZA RAMÍREZ
Director General de Acuicultura
Ministerio de la Producción
Lima

Antonino Edmundo MORENO MACEDO
Profesional de la Dirección de Seguimiento y Evaluación
Ministerio de la Producción
Lima

Gustavo MOSTAJO OCOLA
Agregado
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Jianphier PLETICKOSICH LÓPEZ
Funcionario de la Dirección General de Soberanía, Límites y Asuntos Antárticos
Ministerio de Relaciones Exteriores
Lima

Lincol Roller POLO BORDONABE
Profesional de la Dirección General de Supervisión, Fiscalización y Sanción del Ministerio de la Producción del Perú

Oscar Alberto PONCE RANGEL
Profesional de la Dirección General de Supervisión, Fiscalización y Sanción
Ministerio de la Producción
Lima

Álvaro Abel PÉREZ SANDOVAL
Profesional en Acuicultura de la Dirección de Gestión Acuícola
Ministerio de la Producción
Lima

Omar Ricardo RÍOS BRAVO DE RUEDA
Profesional de la Dirección de Políticas y Ordenamiento
Ministerio de la Producción
Lima

Alejandro José VELÁSQUEZ BARRIONUEVO
Profesional de la Dirección de Seguimiento y Evaluación
Ministerio de la Producción
Lima

PHILIPPINES

Domingo NOLASCO
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Jessa Danica AGCOPRA
Economic Development Specialist
National Economic Development Authority
Manila

Jane Desiree ANDAL
Supervising Economic Development Specialist
National Economic Development Authority
Manila

Dominic ANDRADA
Economic Development Specialist
National Economic Development Authority
Manila

Drusila Esther BAYATE
Assistant Director for Research
Bureau of Fisheries and Aquatic Resources
Manila

Wennie BERGANIO
Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Nina CAINGLET
Director
Department of Foreign Affairs
Manila

John Kenneth CASABAL
Economic Development Specialist
National Economic Development Authority
Manila

Mary Jean DELA ROSA
Officer-in-Charge
National Economic and Development Authority
Manila

Maria Tanya GAURANO
Principal Assistant
Department of Foreign Affairs
Manila

Maria Luisa GAVINO
Agriculture Assistant
Permanent Representation to FAO
Rome

Lupiño LAZARO JR.
Agricultural Attaché
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Cheryl NATIVIDAD CABALLERO
Undersecretary
Department of Agriculture
Manila

Nieva T. NATURAL
Director IV
National Economic and Development Authority
Manila

Mercedita SOMBILLA
Undersecretary
National Economic and development Authority
Manila

POLOGNE

Marta RABCZYNSKA-KAPCINSKA
Deputy Director
Fisheries Department
Ministry of Agriculture and Rural Development
Warszawa

Leszek DYBIEC
Counsellor to the Minister
Fisheries Department
Ministry of Agriculture and Rural Development
Warszawa

Zbigniew KARNICKI
Expert and Advisor to the Polish Delegation
National Marine Fisheries Institute
Gdynia

Monika KOLODZIEJCZYK
Chief Specialist
Fisheries Department
Ministry of Agriculture and Rural Development
Warszawa

Anna ROKOSZ
Chief Specialist
Fisheries Department
Ministry of Agriculture and Rural Development
Warszawa

Joanna ZURAWSKA-LAGODA
Chief Specialist
Fisheries Department
Ministry of Agriculture and Rural Development
Warszawa

PORTUGAL

Emilia BATISTA
Senior Advisor
DCF National Correspondent
Ministry of the Sea
Lisbon

Nuno MANANA
Permanent Representation to FAO
Rome

José RODRIGUES
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Fernanda GUIA
Expert
General Directorate of Natural Resources, Safety and Marine Services
Lisbon

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Dong Sik WOO
Director General
International Cooperation Policy Bureau
Ministry of Oceans and Fisheries
Seoul

Young-joon CHOI
Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome
Hyo Joo KANG
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Jongyoub LIM
Second secretary
Permanent Representation to FAO
Rome

Eun-won YU
Director
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries
Seoul

Seung-lyong KIM
Deputy Director
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries
Seoul

Jihae PARK
Assistant Director
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries
Seoul

Anna JO
Assistant Director
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries
Seoul

Jung-re KIM
Assistant Director
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries
Seoul

Il-kang NA
International Cooperation Specialist
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries
Seoul

Seong Woo KIM
Director
Fisheries Resources Division
Busan Metropolitan City

Hae Kyong PARK
Assistant Director
Fisheries Policy Division
Busan

Taehoon WON
Policy Analyst
Policy and Management Support Team
Korea Overseas Fisheries Cooperation Center
Seoul

Sang-go LEE
Dean
World Fisheries University
Seoul

Ji-eun GWAK
Programme Coordinator
World Fisheries University
Seoul

Eun-young LEE
Team Manager
World Fisheries University
Seoul

Myeonghwa JUNG
Associate Research Fellow
Distant Water Fisheries Research Division
Korea Maritime Institute
Seoul

Ji Eun AN
Senior Researcher
Distant Water Fisheries Research Division
Korea Maritime Institute
Seoul

Seoyeon OH
Researcher
Distant Water Fisheries Research Division
Korea Maritime Institute
Seoul

Mikyeong YOON
Researcher
Distant Water Fisheries Research Division
Korea Maritime Institute
Seoul

Sukran MOON
Senior Researcher
Distant Water Fisheries Research Division
Korea Maritime Institute
Seoul

Won-gyu PARK
Professor
World Fisheries University
Seoul

ROUMANIE

Vlad MUSTACIOSU
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Victor VASILIEV
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Vasily SOKOLOV
Deputy Head
Federal Agency for Fishery
Moscow

Dilyara RAVILOVA-BOROVIK
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Viacheslav NIKULIN
Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Kirill ANTYUKHIN
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Damir BEKYASHEV
Russian Federal Research Institute of Fisheries and Oceanography (VNIRO)
Moscow

Grigoriy GALSTYAN
VNIRO
Moscow

ARABIE SAOUDITE

Khaled Bin Saleh ALSHAYE
Director of Marine Fisheries Department
Ministry of Environment Water and Agriculture
Riyadh

Rafat Khaled Samar ALI
Fisheries Researcher
Ministry of Environment, Water and Agriculture
Riyadh

Ahmed Bin Omar AL OBAID
Fisheries Researcher
Saudi Grains Organization
Riyadh

SÉNÉGAL

Papa Abbdoulaye SECK
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Baye Mayoro DIOP
Premier Secrétaire
Représentant permanent seppléant auprès de la FAO
Rome

Diene NDIAYE
Directeur des pêches continentales
Ministre des pêches et de l'économie maritime
Dakar

SINGAPOUR

Huan Sein LIM
Director for Urban Food Solutions
Singapore Food Agency
Singapore

Jun Hui JIANG
Deputy Director for Urban Food Solutions
Singapore Food Agency
Singapore

Lai Kim TAN-LOW
Senior Specialist of Food Regulatory Management
Singapore Food Agency
Singapore

Hui Ching SEOW
Assistant Director for Urban Food Solutions
Singapore Food Agency
Singapore

Xuan Feng ONG
Assistant Director for Industry Development and Community Partnership
Singapore Food Agency
Singapore

Zhan Pei HENG
Veterinarian
Joint Operations
Singapore Food Agency
Singapore

Felicia LOW
Manager
Food Regulatory Management
Singapore Food Agency
Singapore

Zi Yang PEH
Manager
Industry Development and Community Partnership
Singapore Food Agency
Singapore

Li Jia GO
Manager
Urban Food Solutions
Singapore Food Agency
Singapore

SLOVAQUIE

Zora WEBEROVA
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

AFRIQUE DU SUD

Belemane SEMOLI
Chief Director
Aquaculture and Economic Development
Pretoria

Bernard LIEDEMANN
Acting Director Monitoring and Surveillance
Pretoria

Barend Jacobus LOMBARD
Counsellor Multilateral and Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Mandisile MQOQI
Acting Director
Offshore and High Seas Fisheries Management
Pretoria

Abongile NGQONGWA
Acting Director
Small-scale Fisheries Management

ESPAGNE

Juan PRIETO GÓMEZ
Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la FAO
Roma

Gonzalo EIRIZ GERVÁS
Consejero
Representante Permamanente Alterno ante la FAO
Roma

Paloma CARBALLO
Jefe de Area de Acuicultura
Secretería General de Pesca
Madrid

Karola GONZALEZ KESSLER
Representación Permanente ante la FAO
Roma

Miguel ÁLVAREZ

SRI LANKA

Irangani SWARNALATHA
Assistant Director for Oceanic Resources
Ministry of Fisheries
Colombo

Ameena SHAFI MOHIN
Minister
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Sandamali HERATH
Deputy Director
Department of Fisheries and Aquatic Resources
Colombo

SOUDAN

Saadia DAAK
Agricultural Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

SUÈDE

Björn ÅSGÅRD
Deputy Director
Ministry of Enterprise and Innovation
Stockholm

Pernilla IVARSSON
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ylva MATTSON
Senior Advisor
Swedish Agency Marine and Water Management
Göteborg

Kristina MATTSON
Agricultural Analyst
Swedish Agency Marine and Water Management
Göteborg

Fredrik ARRHENIUS
Senior Advisor
Swedish Agency Marine and Water Management
Göteborg

Maria GÖTHBERG
Senior Advisor
Swedish Agency Marine and Water Management
Göteborg

David LYMER
Senior Policy Specialist
Swedish International Development Cooperation Agency
Stockholm

Alexander BÅNG BERGSTRÖM
Programme and Policy Officer
Permanent Representation to FAO
Rome

SUISSE

Matthias LÖRTSCHER
Chef Organe de Gestion CITES
Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
Berne

Bruno MAININI
Suppléant au chef Organe de Gestion CITES
Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
Berne

Kathrin BACHER
Secteur affaires internationales, contrôles INN
Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
Berne

Lisa BRADBURY
Secteur affaires internationales
Conservation des espèces
Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
Berne

Tim KRÄNZLEIN
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de la FAO
Rome

THAÏLANDE

Taworn THUNJAI
Deputy Director General
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Theerawat SAMPHAWAMANA
Fisheries Biologist
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ratchanok SANGPENCHAN
Counsellor (Agriculture)
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ratthanin SANGSAYAN
Fishery Biologist
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Supajit SRIARIYAWAT
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Pholphisin SUVANACHAI
Director of Fisheries
Foreign Affairs Division
Department of Fisheries
Bangkok

Thanawat TIENSIN
Minister (Agriculture)
Permanent Representative to FAO
Rome

Federica VESCHI
Assistant (Agriculture)
Permanent Representation to FAO
Rome

TURQUIE

Turgay TURKYILMAZ
Deputy Director General
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Aysegul AKDAG
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Yesim ASLANOGLU
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Elvan ATILGAN
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Ayhan BARAN
Counsellor for Agricultural Affairs
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Burcu BILGIN TOPCU
European Union Expert
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Nuran CAVDAR
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Nuri CELIK
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Esra Fatma DENIZCI CAKMAK
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Ercan ERDEM
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Gulser FIDANCI
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Erdinc GUNES
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Ozge IMAMOGLU
Head of Department
Directorate General for European Union and Foreign Relations
Ankara

Korkut Gokhan KURTAR
European Union Expert
Directorate General for European Union and Foreign Relations
Ankara

Mustafa Asim MUTLU
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Derya OZCELIK
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

Necip Murat SAHIN
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

U. Burcu SERIN
European Union Expert
Directorate General for European Union and Foreign Relations
Ankara

Mursel YILMAZ
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries and Aquaculture
Ankara

OUGANDA

Elizabeth Paula NAPEYOK
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Tom MUKASA BUKENYA
Commissioner Fisheries Control Resources
Ministry of Agriculture Animal Industry and Fisheries
Entebbe

Siragi WAKAABU
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Joyce NYEKO IKWAPUT
Director Fisheries Resources
Ministry of Agriculture Animal Industry and Fisheries
Entebbe

ÉMIRATS ARABES UNIS

Nahla UMER MEZHOUD
Marine Environmental Specialist
Ministry Of Climate Change and Environment
Dubai

Rumaitha ABDULAZIZ ALSHEHHI
Aquaculture Research Assistant
Ministry Of Climate Change and Environment
Dubai

Mustafa Abdu QADER AL SHAER
Fish Culturing Specialist
Ministry Of Climate Change and Environment
Dubai

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Kathryn HOLDSWORH
Policy Adviser for International Fisheries
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Ruth ALLIN
Policy Adviser for Aquaculture
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Luke BANTOCK
Policy Adviser, IUU Fishing
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Stella BARTOLINI CAVICCHI
Policy Adviser for Sustainable Development
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Sara CATAHAN
Policy Adviser for Aquaculture
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

John CLORLEY
Policy Adviser
International Marine Environment
London

Jessica DARK
Policy Adviser
International Fisheries
London

Edward DONALDSON-BALAN
Policy Adviser
International Fisheries
London

George EUSTICE
Secretary of State
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Neil FOURIE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Andrew KENNY
Marine Biologist
CEFAS
London

Paul LITTLE
Policy Adviser for Fisheries Trade
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Robin MACLEAN
Senior Policy Manager
Scottish Government
Edinburgh

Theodora MANASSIEVA
Policy Adviser for Marine Environment
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Marc OWEN
Policy Adviser for International Fisheries
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Jack RYAN
Policy Adviser for International Fisheries
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Terri SARCH
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Kathy SARGANT
Policy Adviser for Marine Environment
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

Gerlinde SCHAEFFTER
Policy Adviser
Department of Environment, Food and Rural Affairs
London

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Deirdre WARNER-KRAMER
Acting Deputy Director
Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs
United States Department of State
Washington, DC

Alexa COLE
Director of International Affairs
Office and Seafood Inspection
National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)
United States Department of Commerce
Washington, DC

Elizabeth BUENDIA
Advisor
Liaison to United States Department of State
Office of Marine Conservation
Washington, DC

Wendell DENNIS
Senior Policy Advisor
Foreign Agricultural Service
United States Department of Agriculture
Washington, DC

Amanda MAYHEW
Deputy Assistant
United States Trade Representative for Environment and Natural Resources
Executive Office of the President
Washington, DC

Cheri MCCARTY
Foreign Affairs Specialist
NOAA
National Marine Fisheries Service
United States Department of Commerce
Washington, DC

Jason PHILIBOTTE
International Operations Program Manager
Office of Law Enforcement
NOAA
United States Department of Commerce
Washington, DC

Greg SCHNEIDER
Senior International Trade Specialist
Office of International Affairs and Seafood Inspection
NOAA
National Marine Fisheries Service
United States Department of Commerce
Washington DC

Heidi SCHUTTENBERG
Coastal Resources and Biodiversity Advisor
Biodiversity Division
Center for Environment, Energy, and Infrastructure
United States Agency for International Development
Washington, DC

Rebecca WITHERING
Foreign Affairs Officer
Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs
United States Department of State
Washington, DC

Silvia GIOVANAZZI
Program Specialist
United States Mission to the United Nation Agencies in Rome
Rome

Kristy JACOBUS
Foreign Affairs Officer
Office of Marine Conservation
Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs
United States Department of State
Washington, DC

Jenny KANE
Biodiversity and Natural Resources Advisor
Bureau for Development, Democracy, and Innovation
United States Agency for International Development
Washington, DC

Kelli KETOVER
Political and Economic Officer
United States Mission to the United Nation Agencies
Rome

Mahvish MADAD
Attorney Adviser
Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs
United States Department of State
Washington, DC

Barbara MONTWILL
Consumer Safety Officer and Aquaculture Specialist
Center for Food Safety and Applied Nutrition, Office of Foods and Veterinary Medicine
United States Food and Drug Administration
Washington, DC

Katheryn PATTERSON
Foreign Affairs Specialist
Office of Law Enforcement
National Marine Fisheries Service
United States Department of Commerce
Washington, DC

Matthew THIELKER
Nutrition Associate Advisor
Bureau for Resilience and Food Security
United States Agency for International Development
Washington, DC

Knauss SHOWALTER
Office of Marine Conservation
Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs
United States Department of State
Washington, DC

Gerald LEAPE
Principal Officer
International Fisheries
Washington DC

URUGUAY

Imelda SMOLCIC
Ministro Consejero
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Juan Pablo WALLACE
Ministro Consejero
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Jaime CORONEL
Director Dirección Nacional de Recursos Acuáticos
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Montevideo

VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)

Miguel CARPI
Viceministro De Producción Primaria Pesquera y Acuicola
Caracas

Daniela RODRIGUEZ
Viceministra para Temas Multilaterales
Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores
Caracas

Elias Rafael ELJURI
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Porfirio PESTANA DE BARROS
Ministro Consejero
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Marycel PACHECO
Primera Secretaria
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Edgar MORALES
Director General de la Pesca Artisanal
Instituto Socialista de La Pesca y Acuicultura
Caracas

Lervis LARA
Director General de la Pesca Industrial
Instituto Socialista de La Pesca y Acuicultura
Caracas

Luis Gerónimo REYES VERDE
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Luis CHIRINOS
Director General de Acuicultura
Instituto Socialista de la Pesca y Acuicultura
Caracas

Rodger GUTIERREZ
Director General
Oficina de Integración y Asuntos Internacionales
Caracas

Jonathan OCHOGAVIA
Gerente de Ordenación Pesquera
Instituto Socialista de La Pesca y Acuicultura
Caracas

Pedro ALBARRA
Director de Mecanismos de Concentración Política y de Integración
Ministerio del Poder Popular Para Relaciones Exteriores
Caracas

Sergio BARAZARTE
Coordinador por la Cooperación Multilateral de la Dirección de Mecanismos de Concertación y de Integración Política
Ministerio del Poder Popular Para Relaciones Exteriores
Caracas

Fabiola MENDOZA
Responsable de la FAO de la Dirección de Mecanismos de Concertación Política y de Integración
Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores
Caracas

VIET NAM

Thi Phuong Dung NGUYEN
Director General
Directorate of Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural Development
Ha Noi

Hai Long DO
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Van Can NHU
Director General
Department of Science Technology and International Cooperation
Ha Noi

Mai Huong NGUYEN
Officer
Department of Science Technology and International Cooperation
Ha Noi

Thi Bang Tam NGUYEN

Thi Tuyet Hanh CHAU

YÉMEN

Salem Abdullah Eissa SALEM
Minister of Agriculture and Irrigation and Fish Wealth
Sana'a

Ghazi Ahmed SALEH
Deputy Minister of Fish Wealth
Sana'a

Najat Zain ALFAKIH
Adviser to the Minister
Ministry of Agriculture and Irrigation and Fish Wealth
Sana'a

Mouad Abdullateef AL-ARIQI
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

ZAMBIE

Joseph KATEMA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Kayoya MASUHWA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Manako SIAKAKOLE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Lumbwe KALUMBA
Aquaculture Research Officer
Department of Fisheries
Lusaka

Mbamwai MBEWE
Chief Fisheries Research Officer
Department of Fisheries
Lusaka

Evans MUTANUKA
Chief Fisheries Officer
Department of Fisheries
Lusaka

Harris PHIRI
Deputy
Director Capture Fisheries
Lusaka

Alexander SHULA KEFI
Director
Department of Fisheries
Lusaka

ZIMBABWE

Mietani CHAUKE
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Caroline MATIPIRA
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

Munyaradzi TUMBARE
Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

MEMBRE ASSOCIÉ

ÎLES FÉROÉ (LES)

Bjørn KUNOY
Legal Adviser
Ministry of Foreign Affairs
Tórshavn

OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES DE LA FAO

BÉLARUS

Lizun RUSLANA
Head of the Laboratory Control Section
Ministry of Agriculture and Food
Minsk

Hrabliuk VITALI
Head of the Department of Parasitology and Fish Diseases
Ministry of Agriculture and Food
Minsk

BELIZE

Mauro GONGORA
Fisheries Officer
Belize Fisheries Department
Belmopan

HONDURAS

Mariano JIMÉNEZ TALAVERA
Embajador
Representante Permanente Designado ante la FAO
Roma

Mayra ARACELY REINA
Cónsul
Representacion Permanente ante la FAO
Roma

ISRAËL

Michal VAYA
Second Secretary
Permanent Representation to FAO
Rome

MALAWI

Friday NJAYA
Director of Fisheries
Department of Fisheries
Ministry of Forestry and Natural Resources
Lilongwe

Mike MWANYULA
Deputy Ambassador
Malawi Embassy to Belgium and the European Union
Brussels

Maurice MAKUWILA
Senior Deputy Director of Fisheries
Department of Fisheries
Ministry of Forestry and Natural Resources
Lilongwe

ÎLES MARSHALL

Samuel K. LANWI
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of the Marshall Islands to the United Nations Office
Geneva

RWANDA

Mathilde MUKASEKURU
Aquaculture and Fisheries Specialist
Ministry of Agriculture and Animal Resources
Kigali

Jean Claude NDORIMANA
Advisor to the Minister
Ministry of Agriculture and Animal Resources
Kigali

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Marc WILLIAMS
Director
Department of Marine Resources
Basseterre

SURINAME

Parveen AMRITPERSAD
Director of Fisheries
Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fisheries
Paramaribo

Zojindra AJUNE
Sub-Director Fisheries Management
Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fisheries
Paramaribo

TUNISIE

Ridha MRABET
Director General
Institut national des sciences et technologies de la mer
Salammbo

Yassine SKANDRANI
Advisor
Ministry of Agriculture, Hydraulic Resources and Maritime Fisheries
Tunis

Ines BENHAFSIA

Hamadi MEJRI

UKRAINE

Hanna SHYSHMAN
Chairman
State Agency of Fisheries of Ukraine
Kiev

Oleksii CHERNENKO
Deputy Director of the Department
Head of the Section of Aquatic Bioresources Protection
Department of Fisheries Organization and Regulation
Kiev

Tetiana YAKOVLIEVA
Head of the Section of Ichthyology
Department of Ichthyology, Aquaculture and Scientific Support
State Agency of Fisheries of Ukraine
Kiev

Ivan KABANOV
Head of the Section of Economic Analysis, Planning and Statistics
Kiev

Oleksandr TKACHUK
Chief Specialist of the Section of Economic Analysis, Planning and Statistics
State Agency of Fisheries of Ukraine
Kiev

Anna ONISHCHENKO
Chief Specialist of the Sector for International Cooperation and European Integration
State Agency of Fisheries of Ukraine
Kiev

Maksym MANTIUK
Alternate Representative of Ukraine to FAO
Rome

SAINT-SIÈGE

Mgr. Fernando CHICA ARELLANO
Observateur Permanent du Saint-Siège auprès de la FAO
Cité du Vatican

Bruno CICERI
Bureau de l'Observateur Permanent du Saint-Siège auprès de la FAO
Cité du Vatican

Marilena MONTANARI
Bureau de l'Observateur Permanent du Saint-Siège auprès de la FAO
Cité du Vatican

PALESTINE

Mamoun BARGHOUTHI
Office of the Observer to FAO
Rome

REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE/

Joseph APPIOTT
Programme Management Officer
Montreal, Canada

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Brandt WAGNER
Head of Transport and Maritime Unit
Sectoral Policies Department
Geneva, Switzerland

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE

Heike DEGGIM
Director
Maritime Safety Division
London, United Kindgdom

Cagri KUCUKYILDIZ
Technical Officer
Maritime Safety Division
London, United Kindgdom

Brice MARTIN-CASTEX
Maritime Safety Division
London, United Kindgdom

Joseph WESTWOOD-BOOTH
Senior Deputy Director
Maritime Safety Division
London, United Kindgdom

AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS

Talatu AKINDOLIRE
Associate Legal Officer
Office of Legal Affairs
Kingston, Jamaica

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Christian VIDAL-LEON
Counsel
Advisory Centre on WTO Law
Geneva, Switzerland

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Claudia CONTRERAS
Economic Affairs Officer
Geneva, Switzerland

David VIVAS EUGUI
Legal Officer
Geneva, Switzerland

UNITED NATIONS DIVISION FOR OCEAN AFFAIRS AND THE LAW OF THE SEA

Michele AMERI
Legal Officer
Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea
New York, USA

Marco BOCCIA
Legal Officer
Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea
New York, USA

Valerio PICCOLO
Intern
Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea
New York, USA

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Andrea PAULY
Associate Programme Management Officer
Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals
Nairobi, Kenya

OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME

Jorge Eduardo RIOS
Chief
Global Programme for Combating Wildlife and Forest Crime
Vienna, Austria

Lejda TOCI
Programme Officer
Vienna, Austria

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Charlotte DE FONTAUBERT
Global Lead for the Blue Economy
Washington DC, USA

Julien MILLION
Senior Fisheries Specialist
Washington DC, USA

Gunilla TEGELSKÄR
Senior Fisheries Specialist
Washington DC, USA

Xavier F. P. VINCENT
Lead Fisheries Specialist
Washington DC, USA

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT/BANCO AFRICANO DE DESARROLLO

Philippe Dominique TOUS
Officer
Abjdjan, Cameroon

UNION AFRICAINE

Bernice MCLEAN
Supervisor for Industrialisation
Addis Abeba, Ethiopia

AGREEMENT ON THE CONSERVATION OF ALBATROSSES AND PETRELS

Christine BOGLE
Executive Secretary
Hobart, Tasmania

BAY OF BENGAL PROGRAMME

Yugraj YADAVA
Director
Chennai, India

COMHAFAT

Abdelouahed BENABBOU
Secrétaire exécutif
Rabat, Morocco

Abdennaji LAAMRICH
Chief of Cooperation and Information Systems Department
Rabat, Morocco

Mohamed SADIKI
Chief
Programmes and Projects Division
Rabat, Morocco

COMISIÓN TÉCNICA MIXTA DEL FRENTE MARINO

Roque BOURDIEU
Delegate
Montevideo, Uruguay

Claudia CAROZZA
Observer of the CTMFM
Montevideo, Uruguay

Daniel GILARDONI
Technical Secretary
Montevideo, Uruguay

Guillermo GONZÁLEZ
Observer of the CTMFM
Montevideo, Uruguay

Carlos MATA
Delegate
Montevideo, Uruguay

Oscar PADÍN
Director of INIDEP
Montevideo, Uruguay

Miguel REY
Observer of the CTMFM
Montevideo, Uruguay

Ramiro SANCHEZ
Observer of the CTMFM
Montevideo, Uruguay

COMMISSION POUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE

David AGNEW
Executive Secretary
Hobart, Tasmania

COMMISSION POUR LA CONSERVATION DU THON ROUGE DU SUD

Robert KENNEDY
Executive Secretary
Canberra, Australia

EU LONG DISTANCE ADVISORY COUNCIL

Manuela IGLESIAS
Policy Officer
Penang, Malaysia

Ivan LOPEZ VAN DER VEEN
Chairperson
Madrid, Spain

Alexadre RODRÍGUEZ
Executive Secretary
Madrid, Spain

EUROFISH

Behnan THOMAS
Head of Publications
Copenhagen, Denmark

INFOFISH

Shirlene Maria ANTHONYSAMY
Director
Puchong, Malaysia

Firoza BURANUDEEN
Editor
Puchong, Malaysia

Apimeleki COKANASIGA
Trade Promotion Officer
Puchong, Malaysia

Sujit KRISHNA DAS
Technical Officer
Puchong, Malaysia

INFOPESCA

Freddy A. BUSTILLOS ROMERO
Engineer
Montevideo, Uruguay

Diego DE LA CRUZ
Doctor Gestión Pesquera
Montevideo, Uruguay

Helga JOSUPEIT
Senior Advisor
Montevideo, Uruguay

Graciela PEREIRA
Director
Montevideo, Uruguay

COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE

Camille Jean Pierre MANEL
Executive Secretary
Madrid, Spain

CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLORATION DE LA MER

Lotte Worsøe CLAUSEN
Head of Advisory Support
Copenhagen, Denmark

COMMISSION BALEINIÈRE INTERNATIONALE

Rebecca LENT
Executive Secretary

Marguerite TARZIA
Bycatch Coordinator

LIGUE DES ÉTATS ARABES

Mustafa AL-JUBOORI
Third Secretary
Representative to FAO
Rome, Italy

Enas MEKKAWY
Ambassador
Representative to FAO
Rome, Italy

COMMISSION DU MÉKONG

So NAM
Chief Environment Management Officer
MRC Secretariat
Vientiane, Laos

NEPAD

Hamady DIOP
Permanent Secertary
Dakar, Senegal

Haladou SALHA
Senior Liaison Officer to RBAs
Lusaka, Zambia

RÉSEAU DE CENTRES D'AQUACULTURE POUR LA RÉGION ASIE ET PACIFIQUE

Jie HUANG
Director General
Bangkok, Thailand

COMMISSION DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE NORD-EST

Darius CAMPBELL
Secretary
London, United Kingdom

Asgeirsson HRANNAR MAR
Monitoring Control and Surveillance Officer
London, United Kingdom

NORTH PACIFIC FISHERIES COMMISSION

Dae-Yeon MOON
Executive Secretary
Tokyo, Japan

ORGANISATION DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE NORD-OUEST

Ricardo FEDERIZON
Senior Fisheries Management Coordinator
Halifax, Canada

Fred KINGSTON
Executive Secretary
Halifax, Canada

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

Claire DELPEUCH
Fisheries and Aquaculture Programme Coordinator
Paris, France

Emanuela MIGLIACCIO

ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE

Cristelle PRATT
Assistant Secretary-General
Department of Environment and Climate Action
Brussels, Belgium

Peter WEKESA
Fisheries Expert
Brussels, Belgium

ORGANIZACIÓN DEL SECTOR PESQUERO Y ACUÍCOLA DEL ISTMO CENTROAMERICANO

Reinaldo MORALES
Regional Director
La Libertad, El Salvador

SECRÉTARIAT DE FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE

Rodney KIRAROCK
Programme Officer
Suva, Fiji

Salome TAUFA
Marine Resource Development
Suva, Fiji

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

Neville SMITH
Directorate of FAME
Noumea, New Caledonia

ORGANISATION DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE DU SUD-EST

Elizabeth VOGES
Executive Secretary
Namibia

SOUTH PACIFIC REGIONAL FISHERIES MANAGEMENT ORGANISATION

Craig LOVERIDGE
Acting Executive Secretary
Wellington, New Zealand

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES DE L'ASIE DU SUD-EST

Ahmad bin ALI
Chief of SEAFDEC Marine Fishery Resources Development and Management Department
Kuala Terengganu, Malaysia

Dan D. BALIAO
Chief of SEAFDEC Aquaculture Department
Iloilo, Philippines

Isara CHANRACHKIJ
Head of Research and Development Division
SEAFDEC Training Department
Samut Prakan, Thailand

Koichi HONDA
Deputy Secretary-General
Deputy Chief of SEAFDEC Training Department
Samut Prakan, Thailand
Masanami IZUMI
Special Advisor
Samut Prakan, Thailand

Malinee SMITHRITHEE
Secretary-General
Chief of Training Department
Samut Prakan, Thailand

Suthipong THANASANSAKORN
Head of Training and Research Supporting Division
SEAFDEC Training Department
Samut Prakan, Thailand

Nualanong TONGDEE
Information and Program Coordinator
Samut Prakan, Thailand

Worawit WANCHANA
Policy and Program Coordinator
Samut Prakan, Thailand

Panitnard WEERAWAT
Special Departmental Coordinator
SEAFDEC Training Department
Samut Prakan, Thailand

Ong YIHANG
Chief of SEAFDEC Marine Fisheries Research Department
Singapore

SOUTHERN INDIAN OCEAN FISHERIES AGREEMENT

Thierry CLOT
Executive Secretary
La Réunion

GROUPE CONSULTATIF POUR LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE

WORLDFISH

Gareth JOHNSTONE
Director General
Penang, Malaysia

Eddie ALLISON
Research Lead, Equity and Justice
Penang, Malaysia

Ben BELTON
Researcher, Covid19 Recovery
Penang, Malaysia

John BENZIE
Research Program Leader
Sustainable Aquaculture
Penang, Malaysia

Kate BEVITT
Communications Specialist
Penang, Malaysia

Filippa COHEN
Research Program Leader
Resilient Small-scale Fisheries
Penang, Malaysia

Aniss KHALID
Communications Officer
Events and Media Monitoring
Penang, Malaysia

Rose KOMUGHISHA
Researcher
Aquaculture Genetics
Penang, Malaysia

David MILLS
Researcher
Illuminating Hidden Harvest
Penang, Malaysia

Essam MOHAMMED
Research Lead
Climate Change and Resilience
Penang, Malaysia

Mike PHILLIPS
Director of Aquaculture and Fisheries Science for CGIAR
Penang, Malaysia

Victor SIAMUDAALA
Country Director
Zambia and Southern Africa
Penang, Malaysia

Shakuntala THILSTED
Research Lead
Nutrition and Public Health
Penang, Malaysia

Alex TILLEY
Researcher
Small-scale Fishery Digital Surveillance
Penang, Malaysia

OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NONGOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DE PÊCHE ARTISANALES

Angelo Juvenary MATAGILI
Youth Unit Coordinator
Dakar, Senegal

Sid'ahmed ABEID
Chargé de Mission
Dakar, Senegal

Adama Antonia DJALO
Vice President
Dakar, Senegal

Dawda FODAY SAINE
Secretary General
Dakar, Senegal

Keith Hubert GARVIN ANDRE
Member
Dakar, Senegal

Gaoussou GUEYE
President
Dakar, Senegal

Micheline SOMPLEHI DION
Women's Programs Coordinator
Dakar, Senegal

CEDEPESCA

Ernesto GODELMAN
Director Ejecutivo
Buenos Aires, Argentina

Gabriela MCLEAN BATISTA
Vice Directora Ejecutiva
Buenos Aires, Argentina

COALITION POUR DES ACCORDS DE PÊCHE ÉQUITABLES

Sara FRÖCKLIN
Senior Policy Advisor
Tropical Marine Ecosystems and Fisheries
Etterbeek, Belgium

Beatrice GOREZ
Coordinator
Etterbeek, Belgium

Kai KATCHINSKY
Senior Ocean Policy Officer
Etterbeek, Belgium

Francisco MARI
Senior Policy Officer
World Food, Agricultural Trade and Maritime Policy
Etterbeek, Belgium

Anahit PANOSSIAN
PhD, Legal Expert in Law of the Sea and Fisheries
Etterbeek, Belgium

Joëlle PHILIPPE
Communications Officer
Etterbeek, Belgium

BUREAU EUROPÉEN POUR LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT

Tony CHARLES
Member
IUCN Fisheries Expert Group
Brussels, Belgium

Daniela DIZ
Member
IUCN Fisheries Expert Group
Brussels, Belgium

Stavroula KREMMYDIOTOU
Fisheries Policy Officer
Secretariat of the IUCN Fisheries Expert Group
Brussels, Belgium

Jacopo PASQUERO
International Affairs Advisor
Secretariat of the IUCN Fisheries Expert Group
Brussels, Belgium

Pedro REIS SANTOS
Secretary General
Market Advisory Council
Brussels, Belgium

Amelie GIARDINI
Oceans Campaigner
London, United Kingdom

Sophie NODZENSKI
Senior Campaigner
London, United Kingdom

Dominic THOMSON
Deputy Director
London, United Kingdom

FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES ASSOCIATIONS PISCICOLES

Lara BARAZI-GEROULANOU
President
Brussels, Belgium

Javier OJEDA
General Secretary
Brussels, Belgium

Catherine PONS
Office Manager
Brussels, Belgium

FRIEND OF THE SEA

Paolo BRAY
Founder and Director
World Sustainability Organisation
Milan, Italy

Mario PASSONI
Scientific and Technical Director
Milan, Italy

GLOBAL SUSTAINABLE SEAFOOD INITIATIVE

Eva MUDDE
Development and Innovation Officer
Haarlem, the Netherlands

Herman WISSE
Executive Director
Haarlem, the Netherlands

GLOBAL G.A.P.

Valeska WEYMANN
Senior Expert
Technical Key Account Aquaculture
Cologne, Germany

COALITION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS HALIEUTIQUES

Francisco Javier GARAT PEREZ
President

Macarena CEPEDA GODOY

John CONNELLY

Jeremy HELSON

Patrick HONE

Paul LANSBERGEN

Ivan Manuel LOPEZ VAN DER VEEN

José Carlos MACÍAS

Kasumi SUTO
Japan Fisheries Association

David TRONCOSO

COLLECTIF INTERNATIONAL D'APPUI AUX TRAVAILLEURS DE LA PÊCHE

Maarten BAVINCK
Director
Coastal Resource Governance
Amsterdam, the Netherlands

Sebastian MATHEW
Executive Director
Amsterdam, the Netherlands

Elyse MILLS
Programme Associate
Amsterdam, the Netherlands

Manas ROSHAN
Programme Officer
Amsterdam, the Netherlands

COALITION INTERNATIONALE CONTRE LE BRUIT DANS LES OCEANS

Kerstin GLAUS
Scientific Officer
Switzerland

Sigrid LUEBER
President
Switzerland

Fabienne MCLELLAN
Co-Director International Relations
Switzerland

Johannes MUELLER
Ocean Policy Expert
Switzerland

INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR WOMEN IN THE SEAFOOD INDUSTRY

Marie Christine MONFORT
Executive Director
United Kingdom

Christelle VIGOT
Chairwoman
United Kingdom

FOOD SOVEREIGNTY/COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION POUR LA SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Zainal ARIFIN FUAD
Head of Foreign Department
Serikat Petani Indonesia
Jakarta, Indonesia

Mariapaola BOSELLI
Facilitator of the IPC Agricultural Biodiversity WG
Rome, Italy

Cristina BROVIA
Program Officer
Rome, Italy

Fatou CAMARA
Member of IPC Food Sovereignty Working Group West Africa Region
Banjul, Gambia

Alex CASTILLO
LVC
Managua, Nicaragua

Rochelle DIVER
Environmental Health Program Coordinator
IITC
New York, USA

Chief Gary HARRISON
Traditional Chief of Chickaloon Village Nation
IITC
New York, USA

Afgan Fadilla KABAN
National Board
Rome, Italy

Emanuel LUCCI
Assistant Project Officer
Rome, Italy

Velia LUCIDI
Coordinator IPC WG on Fisheries
Rome, Italy

Moko MORRIS
Kaiawhina
Wellington, New Zealand

Stefano MORI
General Coordinator
Rome, Italy

Ali PADRI
LVC
Jakarta, Indonesia

Carsten PEDERSEN
TNI
Amsterdam, the Netherlands

Andrea PIROZZI
Intern
IPC International Secretariat
Rome, Italy

Rustam Efendi SARAN
Leader
Rome, Italy

Polina SHULBAEVA
CBD Coordinator
Moscow, Russian Federation

Keegan SLINGER
Product Development Manager
Negombo, Sri Lanka

Yifang SLOT-TANG
FIAN International
Geneva, Switzerland

INTERNATIONAL POLE AND LINE FOUNDATION

Roy BEALEY
Fisheries Director
United Kingdom

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

Andrea ALBERTAZZI
Policy Officer Fisheries
Brussels, Belgium

Rossen KARAVATCHEV
Fisheries' Section Coordinator
London, United Kingdom

Chris WILLIAMS
Fisheries Expert
London, United Kingdom

INTERNATIONAL UNION CONSERVATION OF NATURE

Janaka DESILVA
Senior PrograCoordinator
Gland, Switzerland

Minna EPPS
Director
Global Marine and Polar Programme
Gland, Switzerland

Serge GARCIA
Chair
IUCN Fisheries Expert Group
Gland, Switzerland

Michel KAISER
Professor of Fisheries Conservation
Edinburgh, United Kingdom

Ernesto PENAS LADO
International Consultant
IUCN Fisheries Expert Group
Gland, Switzerland
Jake RICE
Vice-Chair
IUCN Fisheries Expert Group
Gland, Switzerland

Francois SIMARD
Commission Member
Gland, Switzerland

Despina SYMONS
Coordinator
IUCN Fisheries Expert Group
Gland, Switzerland

INTERNATIONAL UNION OF FOOD AND ALLIED WORKER'S ASSOCIATIONS

Kirill BUKETOV
Policy Officer
Geneva, Switzerland

OCEANA

Tess GEERS
Senior Research Manager
Washington DC, USA

Dana MILLER
Senior Policy Officer
Washington DC, USA

ORGANIZATION FOR PROMOTION OF RESPONSIBLE TUNA FISHERIES

Daishiro NAGAHATA
Managing Director
Tokyo, Japan

PEW CHARITABLE TRUST

Dawn Borg COSTANZI
Senior Officer
International Fisheries
London, United Kingdom

Vivien DELOGE
Senior Associate
International Fisheries
London, United Kingdom

Nikolas EVANGELIDES
Principal Associate
International Fisheries
London, United Kingdom

Tahiana FAJARDO VARGAS
Senior Associate
International Fisheries
Washington DC, USA

Ernesto FERNANDEZ MONGE
Officer
International Fisheries
Washington DC, USA

James GIBBON
Manager RFMO Policy
International Fisheries
Washington DC, USA

Ari GUDMUNDSSON
Distinguished Advisor
Reykjavik, Island

Peter HORN
Project Director
International Fisheries
London, United Kingdom

Julian JACKSON
Senior Officer
International Fisheries
London, United Kingdom

Macy PLACIDE
Senior Associate, RFMO Policy
International Fisheries
Washington DC, USA

Esther WOZNIAK
Principal Associate
International Fisheries
Washington DC, USA

RARE

Joyce BARAFON
Government Engagement Consultant
Arlington, USA

Tanmatra BHANTI
Associate, Policy and Partnerships
Arlington, USA

Steve BOX
Managing Director
Fish Forever
Arlington, USA

Dennis CALVAN
Senior Manager Government Engagement and Policy, Philippines
Arlington, USA

Anastasia CRESPO
Policy Analyst
Arlington, USA
Paolo DOMONDON
Senior Director of Policy and Partnerships
Arlington, USA

Arwandrija RUKMA
Director of Programmatic Policy, Indonesia
Arlington, USA

Lisa SCHINDLER MURRAY
Senior Associate, Policy and Partnerships
Arlington, USA

Ariane STEINS MEIER
Vice President of Global Development
Arlington, USA

THE NATURE CONSERVANCY

Emily LANGLEY
Ocean Governance Senior Associate
Arlington, USA

Marta MARRERO MARTIN
Director of Ocean Governance
Arlington, USA

TOO BIG TO IGNORE

Ratana CHUENPAGDEE
Project Director
St. John's, Canada

Svein JENTOFT
Co-Founder
St. John's, Canada

Vesna KEREZI
Project Coordinator
St. John's, Canada

TRYGG MAT TRACKING

Duncan COPELAND
Executive Director
Oslo, Norway

Viviane KOUTOB
West Africa Coordinator
Tema, Ghana

Yann YVERGNIAUX
Senior Analyst
Brussels, Belgium

WILDLIFE CONSERVATION SOCIETY

Alfred DEGEMMIS
Senior Manager
International Policy
New York, USA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'AQUACULTURE

Antonio GARZA DE YTA
President-Elect
Mexico City, Mexico

WORLD CONSERVATION TRUST

Eugene LAPOINTE
President
Lausanne, Switzerland

FORUM MONDIAL DES AQUACULTEURS ET PÊCHEURS

Vincent BIHIMVYUMUDERI
Executive Secretary
Gitega, Burundi

Ujjaini HALIM
Senior Advisor
East Coast Fishworkers Union
New Delhi, India

Cairo LAGUNA
WFF
Managua, Nicaragua

Editrudith LUKANGA
Advisory Group member of the SSF-GSF
Kampala, Uganda

FORUM MONDIAL DES POPULATIONS DE PÊCHEURS

Andrei DANILOV
Director
Sami Heritage and Dev Found
Rome, Italy

Lider GONGORA FARIAS
Manglarologo
Negombo, Sri Lanka

Naseegh JAFFER
IPC
Pretoria, South Africa

Pamashwar JAINARINE
Chairperson
Negombo, Sri Lanka

Christy JESU RETHNAM
Member
Negombo, Sri Lanka

Tylon JOSEPH
Vice-president Gouyave Fishermen's Cooperative Society ltd.
Negombo, Sri Lanka

Jean Pierre KAPALAY KABEMBA
President
Negombo, Sri Lanka

Elena KONOPLIANKO
Representative of the indigenous community
Moscow, Russian Federation

Viktor KONOPLIANKO
Moscow, Russian Federation

Herman KUMARA
Special Invitee
Negombo, Sri Lanka

Adrian LARODA
Chairperson of Caribbean Network of Fisherfolk Organisations
Negombo, Sri Lanka

Joslyin LEEQUAY
Negombo, Sri Lanka

Christiana LOUWA SAITI
Co-Chair
Nairobi, Kenya

Patricia MAISHA ISHINGWA
Coordinator
REDIC/AWFISHNET
Negombo, Sri Lanka

Carmen MANNARINO
Programme Manager
Negombo, Sri Lanka

Dina MOREL
Director
Coddeffagolf
Tegucigalpa, Honduras

Margaret NAKATO
Kampala, Uganda

Daouda NDIAYE
Fisherman
Negombo, Sri Lanka

Nadine NEMBHARD
General Secretary
Negombo, Sri Lanka

Moises OSORTO CACERES
Scientific Expert
Negombo, Sri Lanka

Nimal PERERA
Secretary
Regional Advisory Group on SSF
Colombo, Sri Lanka

Ravadee PRASERTCHAROENSUK
Director
Sustainable Development Foundation
Bangkok, Thailand

Jesu RETHINAM CHRISTY
IPC
New Delhi, India

Sylvia WHITE
Fish Processor
Bridgetown, Barbados

M Herman WIJETHUNGE
Special Invitee
Negombo, Sri Lanka

WORLD WILDLIFE FUND INTERNATIONAL

Jessica BATTLE
Senior Global Ocean Governance and Policy Expert
Gland, Switzerland

Giuseppe DI CARLO
Director of Marine Division
Gland, Switzerland

Michele KURUC
Vice President
Ocean Policy
Washington DC, USA

Antonia LEROY
Head of Ocean Policy
European Policy Office
Gland, Switzerland

Ghislaine LLEWELLYN
Deputy Leader
International Oceans Practice
Gland, Switzerland

Aaron MCNEVIN
Vice President
Aquaculture
Washington DC, USA

Pauli MERRIMAN
Policy Manager
International Oceans Practice
Gland, Switzerland

BUREAUX RÉGIONAUX DE LA FAO/OFICINA REGIONALES DE LA FAO

Tipparat PONGTHANAPANICH
Aquaculture Officer
Bangkok, Thailand

BUREAU DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DU COMITÉ

Président:	M. Sidi Mouctar Dicko (Guinée)
Premier Vice-Président:	M. Shingo Ota (Japon)
Vice-Présidents:	Canada, Chili, Islande, Jordanie et Nouvelle-Zélande

COMITÉ DE RÉDACTION

La Comité a élu M. Don Syme (Nouvelle-Zélande) président, et les pays suivants membres du comité de rédaction: Argentine, Cabo Verde, Chine, Espagne, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Norvège, Panama, Pays-Bas, Portugal, République de Corée et Soudan.

DIVISION DES PÊCHES DE LA FAO

Directeur:	M. Manuel Barange

SECRÉTARIAT

Secrétaire:	M. Hiromoto Watanabe
Secrétaire du Comité de rédaction:	M. Matthew Camilleri

ANNEXE C

Liste des documents

COFI/2020/1	Ordre du jour provisoire
COFI/2020/2	La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture: influencer l'action menée en faveur d'une pêche et d'une aquaculture durables
COFI/2020/2.1	Principaux progrès accomplis dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes
COFI/2020/2.2	Conclusions du Colloque international sur la gestion durable des pêches – renforcer les liens entre science et politiques
COFI/2020/2.3	Déclaration du Comité des pêches sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture (2021)
COFI/2020/2.3 Add.1	Déclaration du Comité des pêches sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture (2021) – Note explicative
COFI/2020/3	Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa dixième session (Trondheim [Norvège], 23-27 août 2019)
COFI/2020/4	Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité du commerce du poisson à sa dix-septième session (Vigo [Espagne], 25-29 novembre 2019)
COFI/2020/5	Contribution des pêches et de l'aquaculture à la réalisation du Programme 2030: appui fourni par la FAO
COFI/2020/6	Soutenir la petite pêche et la pêche artisanale
COFI/2020/7	Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR)
COFI/2020/8	Évolution des processus de portée mondiale et régionale
COFI/2020/9	Faire face au changement climatique et à d'autres défis liés à l'environnement
COFI/2020/9.1	Assurer la prise en compte de la biodiversité dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture
COFI/2020/10	Proposition de création d'un sous-comité de la gestion des pêches
COFI/2020/10 Add.1	Proposition de création d'un sous-comité de la gestion des pêches au sein du Comité des pêches – Additif
COFI/2020/11	Programme de travail de la FAO dans le domaine des pêches et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation
COFI/2020/12	Programme de travail pluriannuel du Comité des pêches: rapport intérimaire sur le programme de travail pluriannuel 2018-2021 et projet de programme de travail pluriannuel 2020-2023
COFI/2020/Inf.1	Liste provisoire des documents
COFI/2020/Inf.2	Liste provisoire des participants
COFI/2020/Inf.3	Déclaration du Directeur général
COFI/2020/Inf.3.1	Rapport intérimaire sur l'Initiative Main dans la main
COFI/2020/Inf.3.2	Effets de la covid-19 sur la pêche et l'aquaculture
COFI/2020/Inf.3.3	Cadre de référence de la Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques
COFI/2020/Inf.4	Notes relatives à l'ordre du jour provisoire

COFI/2020/Inf.5	Suite donnée aux décisions prises et aux recommandations formulées par le Comité des pêches à sa trente-troisième session, Rome, 9-13 juillet 2018
COFI/2020/Inf.6	Rapport de la trente-troisième session du Comité des pêches, Rome, 9-13 juillet 2018
COFI/2020/Inf.7	Progrès accomplis dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes
COFI/2020/Inf.9	Rapport de la dixième session du Sous-Comité de l'aquaculture, Trondheim (Norvège), 23-27 août 2019
COFI/2020/Inf.9.1	Rapport de la dix-septième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 18-22 février 2019
COFI/2020/Inf.9.2	Mise en œuvre du Plan d'action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens 2016-2020 dans le secteur aquacole et nouveau plan d'action, pour la période 2021-2025
COFI/2020/Inf.10	Rapport de la dix-septième session du Sous-Comité du commerce du poisson, Vigo (Espagne), 25-29 novembre 2019
COFI/2020/Inf.11.1	Projet de vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition
COFI/2020/Inf.11.2	Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition – examen à mi-parcours
COFI/2020/Inf.12	Petite pêche et pêche artisanale – progrès accomplis dans la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale depuis la trente-troisième session du Comité des pêches en 2018
COFI/2020/Inf.12.1	Point sur l'état d'avancement de l'étude mondiale *Illuminating hidden harvests: the contribution of small-scale fisheries to sustainable development* (porter un nouvel éclairage sur les captures non visibles: la contribution de la pêche artisanale au développement durable)
COFI/2020/Inf.12.2	Projet de feuille de route pour la planification de l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales 2022
COFI/2020/Inf.13	Transbordement: résumé des conclusions de l'étude approfondie
COFI/2020/Inf.14	Organes régionaux des pêches créés sous l'égide de la FAO
COFI/2020/Inf.14.1	Sécurité en mer et travail décent dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture
COFI/2020/Inf.14.2	Cadres juridiques relatifs à la pêche et à l'aquaculture durables
COFI/2020/Inf.15.2	Rapport de situation sur la restauration des écosystèmes de production dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030)
COFI/2020/Inf.15.3	Autres mesures de conservation efficaces par zone
COFI/2020/Inf.15.4	Opérations de pêche responsable – plan de travail
COFI/2020/Inf.16	Évolution des débats au sein d'autres instances intéressant le Comité des pêches
COFI/2020/Inf.18	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par l'Union européenne et ses États membres
COFI/2020/Inf.19	Calendrier provisoire

ANNEXE D

Déclaration d'ouverture de M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO

Bonjour et bonsoir à tous et à toutes, aux quatre coins du monde.

Mesdames et Messieurs les ministres,
Chers invités,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux d'être à vos côtés à l'occasion de l'ouverture de la trente-quatrième session du Comité des pêches, la première à se tenir à distance depuis la création du Comité.

C'est une FAO renouvelée, dynamisée et numérique qui vous accueille aujourd'hui.

Nous avons continué, ces 18 derniers mois, à **bâtir une Organisation ambitieuse qui œuvre en faveur d'un monde meilleur tout en restant attachée à ses aspirations, à son mandat et à sa mission de départ**.

Efficience, efficacité et collaboration intersectorielle sont garanties grâce à une nouvelle structure modulaire et souple.

Nous décloisonnons et créons des conditions plus favorables afin d'être mieux placés pour réagir rapidement face aux priorités et besoins naissants.

Notre nouveau Cadre stratégique puise dans l'élan que nous avons pris et les transformations qui s'opèrent déjà dans l'Organisation, et tient compte des défis auxquels l'humanité est confrontée.

Ancré dans le **Programme de développement durable à l'horizon 2030**, il est guidé, entre autres, par les **objectifs de développement durable (ODD) 1** (éliminer la pauvreté), **2** (éliminer la faim) et **10** (réduire les inégalités).

Naturellement, le nouveau Cadre stratégique sera examiné pendant les prochaines sessions du Comité du Programme, du Comité financier et du Conseil ainsi qu'à la Conférence ministérielle biennale. Les préparatifs sont en cours.

Il **accorde également une place centrale au fil conducteur stratégique qui consiste à ne laisser personne de côté** en établissant des **systèmes alimentaires durables, inclusifs et résilients pour parvenir à des améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie**.

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture a une contribution décisive à apporter à ces quatre améliorations.

Améliorer la production: Comment améliorer la production dans le secteur halieutique? Il convient d'exploiter toutes les possibilités qui s'offrent d'intensifier l'aquaculture de façon rationnelle et de passer à une gestion novatrice et plus efficace de la pêche au cours de la transformation des systèmes agroalimentaires qui s'impose.

Améliorer la nutrition: il faut appeler l'attention sur l'importance du poisson dans l'alimentation, notamment celle des femmes enceintes et des enfants, ainsi que sur le rôle qu'il joue dans la lutte contre toutes les formes de malnutrition, et promouvoir son intégration dans les stratégies en faveur de l'alimentation et de la nutrition adoptées de par le monde.

Améliorer l'environnement: il importe de pourvoir à la mise en œuvre de l'approche écosystémique des pêches et de l'aquaculture, de réduire l'empreinte écologique des aliments à haute valeur nutritionnelle et de veiller à une utilisation durable de la biodiversité aquatique.

Améliorer les conditions de vie: il convient de tenir compte du fait que 10 pour cent de la population mondiale vit de la pêche et de l'aquaculture et qu'il s'agit en grande partie de petits producteurs qui ont besoin de notre soutien. La pêche et l'aquaculture agissent de manière positive et apaisante sur l'âme, et je considère que nous devons améliorer les conditions de vie de manière globale, au-delà des moyens de subsistance!

La **transformation des systèmes agroalimentaires étant au cœur** du nouveau Cadre stratégique, la FAO sera en mesure d'apporter des solutions et un appui concrets aux Membres dans les activités de mise en œuvre qu'ils mèneront sur la base des conclusions du **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en 2021**.

À ce propos, je suis impatient de connaître votre avis sur les changements que nous pourrions apporter à la production, à la transformation et à la consommation des aliments d'origine aquatique, qui sont loin de se limiter à la chair du poisson. Je parle ici des aliments d'origine aquatique, donc du secteur aquatique, car il n'est pas seulement question du secteur du poisson.

Nous savons en effet que nous ne pouvons pas compter uniquement sur la terre pour produire des quantités abondantes d'aliments variés – seuls 30 pour cent de la surface de cette planète bleue n'est pas couverte d'eau, d'océans, de fleuves ou de lacs; c'est de ces derniers que dépend notre avenir, et c'est d'eux que nous avons le plus à attendre pour notre Terre, notre planète. Il nous faut une transformation bleue pour assurer la production alimentaire bleue et la durabilité dans le secteur.

Les avantages d'une transformation durable, inclusive et fondée sur des données scientifiques des systèmes alimentaires liés à la pêche et à l'aquaculture seront immenses.

Mesdames et Messieurs les délégués,

Nous devons agir plus vite, car nous ne pouvons pas sous-estimer les défis qui nous attendent.

La pandémie de covid-19 a engendré des bouleversements profonds dans les systèmes agroalimentaires, et le ralentissement économique mondial qui en découle devrait aggraver la situation comme jamais auparavant.

Dans le secteur halieutique, la pandémie a entraîné des changements au niveau de la demande des consommateurs ainsi que des problèmes d'accès aux marchés et des difficultés logistiques causées par les restrictions imposées à la circulation et les restrictions aux frontières.

Un emploi sur quatre serait menacé dans le secteur alimentaire.

De plus, la pandémie pourrait avoir plongé plus de 132 millions de personnes dans la sous-alimentation en 2020. La faim touche encore des millions de personnes; il s'agit d'un retour en arrière par rapport au chemin parcouru sur la voie de la réalisation des ODD et à tout ce que nous avons accompli ces 10 dernières années. Parallèlement, nous perdons et gaspillons une part trop importante de la nourriture que nous produisons.

Ces problèmes critiques de portée mondiale sont étroitement liés au travail de votre Comité.

La pêche et, en particulier, l'aquaculture sont en effet un élément de solution décisif.

Le potentiel de croissance de l'aquaculture moderne et ses capacités pour ce qui est de nourrir l'humanité sont immenses.

C'est en modernisant les pratiques de pêche traditionnelles au moyen d'approches novatrices et de technologies numériques, mais aussi grâce à des modèles de gestion et de commercialisation modernes, que nous parviendrons à transformer radicalement l'ensemble du secteur.

Associer pêche, tourisme et activités didactiques est un moyen de préserver le patrimoine culturel et de créer davantage de valeur ainsi que de nouvelles possibilités d'emploi, ce qui contribue réellement à la concrétisation des ODD et aux dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable.

Nous avons absolument besoin de la pêche et de l'aquaculture pour reconstruire l'économie mondiale en mieux.

Et je ne m'exprime pas seulement en tant que Directeur général, scientifique ou responsable, mais aussi, et surtout, en tant que fils de riziculteurs fier de ses origines.

J'ai grandi dans le sud de la province du Hunan, où je me nourrissais d'aliments d'origine aquatique tels que le poisson, bien sûr, mais aussi des végétaux et d'autres aliments aquatiques produits en rizières dans des lacs, des rivières et des étangs. C'est donc tout un écosystème qui peut fournir des quantités abondantes de nourriture. Naturellement, la production, la récolte et la gestion doivent se fonder sur des méthodes durables.

Je suis persuadé que le poisson, aliment essentiel qui peut être consommé matin, midi ou soir avec du riz comme aliment de base, était un allié précieux pour nous quand j'étais enfant. En dehors des glucides, le riz n'offre pas beaucoup d'autres nutriments. Le poisson est un excellent complément qui favorise le développement dès les premiers stades de la vie humaine.

Mesdames et Messieurs,

La FAO se mobilise sans réserve pour offrir des conseils techniques et un appui concret à ses Membres.

Nous avons lancé un **Programme global d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19** pour aider les pays à reconstruire en mieux et en plus solide.

Nous poursuivons également la mise en œuvre de notre **Initiative Main dans la main**, qui est fondée sur des éléments concrets, pilotée par les pays et prise en main par ceux-ci et a pour but d'accélérer la transformation de l'agriculture et le développement rural durable pour éliminer la pauvreté (ODD 1) ainsi que la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (ODD 2).

Elle contribue ainsi à la réalisation de tous les autres ODD.

Nous luttons également contre les zoonoses en appliquant le principe **«Un monde, une santé»** en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé animale ainsi que d'autres partenaires.

La **pandémie a dynamisé l'innovation**.

La FAO est déterminée à miser sur des solutions portées par l'innovation et fondées sur les technologies numériques pouvant associer mégadonnées et intelligence artificielle au service de la prise de décisions. Citons, par exemple:

- la **Plateforme géospatiale Main dans la main**, fondée sur le système d'information géographique (SIG), qui fournit à toutes les parties prenantes des données riches qui peuvent être partagées;
- le **Laboratoire de données pour l'innovation statistique**, qui permet l'utilisation combinée de sources de données non conventionnelles, de mégadonnées, de sciences de données et de

méthodes d'exploration de texte afin d'améliorer la prise de décisions et l'évaluation de l'impact;

- **Earth Map**, outil de mégadonnées novateur, libre et gratuit conçu par la FAO et inauguré en septembre, en collaboration avec Google. Cet outil performant permet à l'utilisateur, en quelques clics et pour un coût abordable, d'accéder rapidement à des informations utiles au plan analytique provenant de satellites ainsi qu'à l'ensemble impressionnant de données accumulées par la FAO;
- enfin, nous travaillons à l'établissement d'une **Plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques** qui prendra la forme d'un forum multipartite inclusif consacré à l'examen des éventuels risques et bénéfices découlant du développement du numérique dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

Les spécialistes de la pêche et de l'aquaculture de la FAO contribuent à enrichir ces outils de nombreuses manières, notamment en conjuguant nos jeux de données sectoriels incomparables en vue de concevoir des solutions globales et ciblées applicables à grande échelle, en exploitant de nouveaux moyens d'observation pour améliorer la gestion et l'efficience des systèmes de production bleus, et en favorisant le développement du numérique et la traçabilité dans la chaîne de valeur, de l'eau à l'assiette.

Je vous invite à découvrir comment ces outils peuvent vous être utiles dans votre travail.

Mesdames et Messieurs,

L'année 2020 marquait le vingt-cinquième anniversaire du **Code de conduite pour une pêche responsable**, que la Conférence de la FAO a adopté en 1995.

Depuis un quart de siècle, ce document oriente la gestion durable et responsable de la pêche et de l'aquaculture aux niveaux national, régional et mondial.

Une manifestation spéciale de haut niveau aura lieu cet après-midi pour célébrer cet anniversaire, examiner tout le chemin parcouru et se préparer aux défis de demain.

Le Comité sera invité à approuver la **Déclaration du Comité des pêches sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture** pour prendre acte des progrès accomplis depuis l'adoption du Code, appeler notre attention sur ce qui nous attend et redynamiser le Code en renouvelant l'attachement à celui-ci.

Mesdames et Messieurs les délégués,

Le Comité des pêches de la FAO est le seul organe mondial intergouvernemental où sont abordés les grands problèmes et enjeux internationaux liés à la pêche et à l'aquaculture.

Cette semaine, il se penchera sur toute une série de questions essentielles en rapport avec les politiques halieutiques mondiales, en particulier la contribution de la pêche et de l'aquaculture à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Je suivrai vos discussions avec beaucoup d'intérêt.

Le Comité soulignera également la place centrale qu'occupent le poisson et les océans, les lacs et les cours d'eau dans nos vies en s'intéressant au **lien crucial qui existe entre le poisson, les populations et la culture**.

C'est en ayant ce lien à l'esprit que je me suis adressé à mon collègue, le Directeur de la Division des pêches, avant que nous n'entamions les préparatifs de cette session. Nous avons lancé **l'initiative «Le poisson et moi»** et invité les membres du personnel de la FAO à envoyer de courtes vidéos dans lesquelles ils parlent de l'importance que revêtent les produits alimentaires d'origine aquatique dans leur quotidien.

Aujourd'hui, j'encourage aussi tous les délégués à nous parler de la place qu'ils accordent aux aliments d'origine aquatique. Je suis réellement convaincu qu'il faut choisir un point de départ pour faire évoluer le secteur et jouer un rôle plus décisif dans les systèmes agroalimentaires, et que ce point de départ doit être la consommation et non, comme c'est généralement cas, la production. La consommation est l'élément moteur, et la dynamique vient du consommateur. C'est lui, en réalité, qui change la donne.

Nous recevons des vidéos de collègues du monde entier, au marché, dans leur restaurant favori, dans leur cuisine ou même lors d'une partie de pêche en mer, en lac ou en rivière, et nous en sommes ravis.

Certaines seront diffusées entre les séances du Comité, et une courte vidéo suivra mon allocution.

Les vidéos seront également publiées dans une section prévue à cet effet sur le site web du Comité, avec des **recettes à base de poisson** communiquées dans le cadre de cette même initiative par des représentants permanents basés ici, à Rome, et des membres du personnel du monde entier.

Certaines de ces recettes, choisies pour illustrer la diversité des saveurs régionales, seront rassemblées dans un livre de recettes électronique qui mettra en avant le rôle que le poisson joue dans nos vies et les liens entre cet aliment et les cultures et les traditions locales.

Nous espérons que l'initiative «Le poisson et moi» servira de source d'inspiration et de rappel quant au fait que le poisson est un aliment sain qui joue un rôle essentiel dans la vie quotidienne des populations du monde entier. Je le répète, pour promouvoir la pêche, il faut agir sur la consommation avant d'agir sur la production. Car quand on apprécie les plats à base de poisson, on commence à apprécier à leur juste valeur les producteurs de poisson et tout le travail de recherche et de gestion effectué dans ce domaine. Sans promotion, il n'y aura pas de véritable force motrice du changement.

Vos débats revêtent une importance déterminante, non seulement pour les activités de la FAO, mais aussi pour les consommateurs du monde entier, et nous espérons qu'ils seront fructueux. J'espère que chacun, où qu'il se trouve, pourra bénéficier d'une alimentation saine faisant une place au poisson.

Comme on dit en chinois: [Niánnián Yoúyú, Shìshì Yoúyú! Yoúyú Jiùyoú Xìngfú dē Shēnghuó !] Chaque année et chaque occasion où l'on peut consommer du poisson contribuent à une vie heureuse.

Merci de votre attention.

ANNEXE E

Déclaration du Comité des pêches sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture (2021)

Nous, ministres et plénipotentiaires représentant les Membres, les organisations Membres et les membres associés de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à la trente-quatrième session du Comité des pêches de la FAO (Rome, février 2021) et célébrant le vingt-cinquième anniversaire du Code de conduite pour une pêche responsable (ci-après dénommé «le Code de conduite»), adopté par la Conférence de la FAO le 31 octobre 1995, dans sa résolution 4/95,

Rappelant que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ci-après dénommé «le Programme 2030») vise notamment à éliminer la pauvreté et la faim partout dans le monde, et ***notant*** que le monde n'est pas en bonne voie pour atteindre l'objectif Faim zéro (FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, 2020), sachant que près de 750 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire grave en 2019 et qu'un enfant de moins de cinq ans sur quatre souffre encore de malnutrition chronique,

Reconnaissant la contribution de la pêche et de l'aquaculture au développement durable des pays, et en particulier à leur combat contre la pauvreté, la faim et la malnutrition, compte tenu de la croissance positive ininterrompue observée dans le secteur, qui a produit, en 2018, 32 millions de tonnes de plantes aquatiques ainsi que 156 millions de tonnes de poisson[1] destiné à la consommation humaine directe, soit sept fois plus qu'en 1950, et qui fournit à 3,3 milliards de personnes près de 20 pour cent de leur apport moyen en protéines animales par habitant (FAO, 2020),

Prenant note également de l'objectif de développement durable no 14 du Programme 2030, à savoir «conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable», ainsi que de l'importance vitale qu'il y a à gérer la pêche de façon durable pour obtenir des résultats sur le front de la diversité biologique, dans la perspective du développement d'économies océaniques durables et inclusives,

Notant par ailleurs que les femmes tiennent une place centrale dans tous les objectifs de développement durable, notamment parce qu'elles contribuent à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition dans les ménages pauvres et vulnérables, et que le secteur de la pêche et de l'aquaculture est susceptible de développer les possibilités qui s'offrent à elles,

Saluant l'importance de la pêche et de l'aquaculture artisanales, qui contribuent à l'éradication de la pauvreté, offrent des moyens d'existence, favorisent la sécurité alimentaire des populations locales et les aident à combler leurs besoins nutritionnels,

Notant avec inquiétude que la pandémie de covid-19 risque d'aggraver la pauvreté, la faim et la malnutrition et de porter un coup sans précédent au secteur de la pêche et de l'aquaculture,

Constatant que 65,4 pour cent des stocks de poissons sont pêchés à un niveau biologiquement viable et que, là où la pêche est bien gérée, les stocks de poissons se situent au-delà des niveaux cibles ou sont en reconstitution, tandis que là où la gestion de la pêche est moins rigoureuse, l'état des stocks est moins bon et se dégrade,

Notant avec inquiétude que les mesures prises pour améliorer la gestion de la pêche n'ont pas suffi pour inverser la tendance mondiale à la surexploitation des stocks puisque 34,2 pour cent de l'ensemble des

[1] Dans la présente déclaration, le terme «poisson» englobe tous les groupes de produits alimentaires aquatiques, à savoir les mollusques, les crustacés et les autres animaux aquatiques, à l'exclusion des mammifères et reptiles aquatiques, des algues marines et des autres plantes aquatiques.

stocks de poissons marins surveillés par la FAO sont actuellement exploités au-delà d'un niveau biologiquement viable, soit trois fois plus qu'en 1974, point de départ des activités de suivi (FAO, 2020),

Reconnaissant que les difficultés rencontrées dans l'application de mesures efficaces de gestion de la pêche sont complexes, propres aux différentes régions et pluridimensionnelles, et qu'elles sont souvent dues au fait qu'il n'y a pas assez de données disponibles pour éclairer la prise de décisions fondées sur des éléments scientifiques ainsi qu'au manque de capacités institutionnelles et humaines, constat qui fait ressortir la nécessité de mener une action concertée, dans les eaux relevant ou non de la juridiction nationale, axée non seulement sur la conservation, mais aussi sur l'assistance et le renforcement des capacités, en particulier dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés,

Convenant également que, pour assurer une gestion durable de la pêche, il faut intégrer le secteur dans les cadres plus généraux de planification et de gouvernance relative aux océans, sans perdre de vue les approches fondées sur les écosystèmes et la précaution, mais aussi manifester une volonté politique plus affirmée d'améliorer la mise en œuvre des cadres stratégiques existants et développer les moyens nécessaires pour y parvenir,

Reconnaissant que l'aquaculture est le secteur de la production alimentaire qui s'est développé le plus rapidement ces 50 dernières années, que c'est à lui que l'on doit le fait que la consommation mondiale de poisson par habitant est deux fois plus élevée qu'en 1960, et qu'il contribue toujours plus à l'approvisionnement alimentaire et aux moyens d'existence d'une population en pleine croissance, ***et reconnaissant également*** qu'il faut veiller à ce que le secteur favorise des sources d'alimentation animale durables et se développe selon des méthodes viables, notamment en améliorant la santé aquatique et la biosécurité, en réduisant la charge de morbidité et en encourageant une utilisation responsable et réfléchie des antimicrobiens,

Notant que l'évolution du climat et des conditions océaniques occasionnent d'importantes difficultés dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, en particulier là où l'augmentation de la température de l'eau, la désoxygénation et l'acidification des milieux aquatiques se répercutent déjà sur la répartition et l'abondance des stocks de poissons, comme c'est le cas dans bon nombre de régions, et qu'il faut de toute urgence atténuer ces difficultés en prenant des mesures novatrices, inclusives, bien conçues et évolutives de gestion de la pêche et en préservant la santé et la productivité des écosystèmes, notamment en ayant recours, compte tenu des meilleures données scientifiques disponibles, à des outils efficaces de gestion spatiale et temporelle permettant la conservation et l'exploitation durable des stocks de poissons, dont la désignation, selon le cas et dans le respect du droit international et de la législation nationale, de zones protégées;

Notant également qu'en menant une intervention bien orchestrée pour faire face à ces enjeux, nous pourrions créer des possibilités et, notamment, permettre au secteur de la pêche et de l'aquaculture de contribuer à la baisse des émissions en adoptant des pratiques rationnelles au plan énergétique,

Reconnaissant qu'il faut se hâter de mener des actions ciblées afin que les produits et aliments[2] d'origine aquatique restent des moyens inclusifs, efficaces et durables de réduire la pauvreté, de préserver les moyens d'existence et de garantir la sécurité alimentaire et la nutrition, conditions indispensables à la concrétisation des objectifs du Programme 2030,

Notant que le Code de conduite pour une pêche responsable de 1995 a été rédigé en vue d'établir des principes pour un comportement responsable dans le domaine de la pêche et les activités connexes, y compris dans le développement de l'aquaculture, et de veiller à une conservation, à une gestion et à un développement responsables des ressources biologiques aquatiques,

---

[2] On retrouve dans les aliments d'origine aquatique les poissons, les crustacés, les mollusques et les plantes aquatiques telles que les algues marines.

Nous

1) ***Réaffirmons*** notre attachement aux objectifs du Code de conduite ainsi qu'à la bonne mise en œuvre, selon le cas, des outils et instruments internationaux contraignants et non contraignants en rapport avec la pêche et l'aquaculture élaborés depuis l'adoption du Code de conduite,

2) ***Reconnaissons*** que, pour transposer les bons résultats obtenus récemment en matière de gestion durable de la pêche à une plus grande échelle, nous devons mettre en place des systèmes d'évaluation et de gestion de la pêche et améliorer ceux qui existent déjà dans toutes les régions, en particulier celles où l'état des stocks de poissons se dégrade ou n'est pas connu, notamment par la voie de programmes coordonnés de renforcement des capacités qui soient adaptés aux besoins et aux priorités des pays en développement et accordent une attention spéciale aux régions qui ne disposent pas de beaucoup de données ainsi qu'à la réduction de la fracture numérique,

3) ***Reconnaissons*** que nous devons consolider la base scientifique qui étaye les décisions relatives à la gestion de la pêche et de l'aquaculture, par exemple au moyen de nouvelles technologies, telles que le suivi et la communication d'information électroniques, ainsi qu'en favorisant la coopération scientifique internationale – plus particulièrement dans la recherche transdisciplinaire, le renforcement des capacités, l'éducation et la formation – et en veillant à ce qu'il soit dûment tenu compte des meilleures recommandations scientifiques propres au secteur dans la prise de décisions, dans la perspective de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030),

4) ***Réaffirmons*** que l'approche écosystémique est un cadre utile pour intégrer les objectifs de conservation et d'utilisation durable, promouvoir l'application de mesures de gestion dans tous les systèmes aquatiques, et ce, en tenant compte du caractère complexe et particulier de chaque ressource et de chaque habitat, et atténuer les effets des déchets marins et des engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés, réduire les rejets et les problèmes liés aux captures accidentelles et éliminer les pratiques de pêche préjudiciables,

5) ***Reconnaissons*** que le secteur aquacole a des chances de continuer à croître, notamment en adoptant des pratiques novatrices favorisant une gestion responsable de l'environnement, que les programmes axés sur un développement inclusif et durable de l'aquaculture, qu'ils soient nouveaux ou en cours de mise en œuvre, ont des retombées bénéfiques, et qu'il faut investir dans le renforcement des capacités et les services de recherche et de vulgarisation, en particulier dans les régions où la croissance démographique est le plus susceptible de mettre à l'épreuve les systèmes alimentaires,

6) ***Réaffirmons*** que les mécanismes de gouvernance fondés sur la coopération internationale ont une grande contribution à apporter au développement d'une pêche et d'une aquaculture durables et à la protection du milieu océanique, notamment en facilitant, lorsqu'il y a lieu, la mise en œuvre d'instruments internationaux – tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (Accord sur les stocks de poissons de 1995), et l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port et les instruments complémentaires visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) –, y compris appuyant les fonds connexes, pour lutter contre la surpêche et la pêche INDNR,

7) ***Restons déterminés à renforcer***, chaque fois qu'il y a lieu, les régimes de conservation et de gestion des organes consultatifs régionaux des pêches et des organisations régionales de gestion des pêches, et à les rendre plus efficaces pour ce qui est d'améliorer la gouvernance de la pêche et de préserver et régénérer la biodiversité et les écosystèmes marins tout en apportant une contribution plus concrète à la sécurité alimentaire, au développement de systèmes alimentaires durables, à la lutte contre la pêche INDNR, à une croissance durable et à l'emploi,

8) ***Encourageons*** la consommation des poissons, des plantes aquatiques et des produits obtenus à partir de ces derniers qui sont issus de la pêche et de l'aquaculture durables et pêchés dans le respect des

mesures de gestion et de conservation en vigueur – reconnaissant qu'ils sont parmi les aliments les plus sains qu'offre notre planète –, et en particulier la consommation de ressources sous-utilisées, tout en sachant que l'augmentation de la température de l'eau, la désoxygénation et l'acidification des milieux aquatiques modifiera sans doute rapidement la productivité et la répartition actuelle des espèces de poissons ciblées et non ciblées dans les océans, les mers et les eaux continentales,

9) ***Encourageons*** l'adoption de politiques appuyant et reconnaissant les contributions de la pêche et de l'aquaculture artisanales à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois et de revenus, ***travaillons à l'amélioration*** des systèmes de collecte de données, en particulier auprès des petits pêcheurs et des pêcheurs artisanaux, et ***continuons d'œuvrer pour faciliter*** l'accès des pêcheurs et des aquaculteurs artisanaux aux marchés locaux, nationaux et internationaux en garantissant le commerce équitable et non discriminatoire des produits de la pêche et de l'aquaculture artisanales, notamment par la mise en œuvre des Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté,

10) ***Veillons*** à ce que le poisson soit bien intégré dans les stratégies nationales, régionales et mondiales relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition et contribuent à la viabilité des systèmes alimentaires en vue d'éliminer la faim, de lutter contre le triple fardeau de la malnutrition et de faire reculer les maladies liées à l'alimentation,

11) ***Favorisons*** la réduction des pertes et du gaspillage avant et après capture dans le secteur, dont les rejets, en encourageant l'application des normes convenues au niveau international, en particulier celles en rapport avec la sécurité sanitaire et la qualité, par la voie d'actions utiles adaptées aux capacités, aux priorités et au contexte nationaux, notamment des activités de sensibilisation, d'éducation et de formation, pour améliorer la transformation, la distribution et la consommation du poisson et, par là même, accroître la valeur des produits de la pêche et développer la durabilité et l'inclusivité des économies océaniques,

12) ***Convenons*** qu'il importe de veiller à ce que le commerce des produits issus de la pêche et de l'aquaculture soit ouvert, équitable, réglementé et non discriminatoire en participant aux forums régionaux et multilatéraux en rapport avec ces questions, en interdisant certains types de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, en éliminant les subventions qui favorisent la pêche INDNR et en faisant en sorte que les mesures commerciales et techniques adoptées soient transparentes, fondées sur des recommandations scientifiques, non discriminatoires et conformes aux règles et normes convenues au niveau international, qu'elles ne conduisent pas à des obstacles non tarifaires et qu'elles n'entravent pas les mesures de conservation,

13) ***Œuvrons*** en faveur de la mise en place de conditions de travail sûres, salubres et justes pour tous dans le secteur, appuyons les efforts déployés pour prévenir et faire cesser le travail forcé, facilitons l'accès des pêcheurs, des aquaculteurs et de leurs communautés aux programmes de protection sociale, favorisons les mesures destinées à renforcer la sécurité en mer et agissons pour augmenter le niveau de vie de chacun dans le secteur, en collaboration avec d'autres organisations internationales telles que l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation maritime internationale,

14) ***Faisons en sorte*** d'autonomiser les femmes en améliorant leur accès aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture et en leur donnant des chances égales dans ces secteurs au moyen de politiques favorables aux femmes, en prenant des mesures efficaces contre la discrimination et le harcèlement sur le lieu de travail, en favorisant l'accès des femmes à l'éducation et à la formation, à la technologie, au crédit, à l'entrepreneuriat et aux ressources naturelles, ainsi qu'en garantissant l'égalité des chances à tous les niveaux, y compris aux niveaux de la direction et de la prise de décisions, et en luttant contre les inégalités systémiques entre les sexes qui pénalisent les femmes,

15) ***Pensons qu'il convient*** d'employer des méthodes de gestion intégrées, coordonnées et multisectorielles, qui se fondent sur les écosystèmes et sur des éléments concrets, ainsi que des techniques de planification spatiale et temporelle, notant que nous mènerions nos efforts dans un contexte marqué par l'augmentation des pressions externes exercées sur les systèmes aquatiques marins et continentaux, dont font partie la pollution sous toutes ses formes, les pratiques non réglementées, les catastrophes naturelles, le changement climatique, l'appauvrissement de la

biodiversité, la concurrence accrue dont sont l'objet les zones marines et côtières ainsi que d'autres revendications concernant l'eau douce et l'accès à la terre.

Nous affirmons, pour conclure, que les engagements susmentionnés vont dans le sens d'une vision positive et évolutive de la pêche et de l'aquaculture au XXIe siècle, celle d'un secteur dont la contribution à la lutte contre la pauvreté, la faim et la malnutrition est appréciée à sa juste valeur, de même que sa capacité de se préparer et de faire face à l'évolution du climat et des conditions océaniques ainsi que son engagement en faveur de la durabilité.

Nous recommandons de poursuivre le développement de cette nouvelle vision, selon qu'il conviendra, sous la direction du Comité des pêches de la FAO, principal forum mondial consacré aux discussions et à la prise de décisions en rapport avec la pêche et l'aquaculture, afin de favoriser la conception de solutions participatives et fondées sur des données scientifiques.

Références

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable.* Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/ca9692fr.

FAO. 2020. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2020. La durabilité en action.* Rome. https://doi.org/10.4060/ca9229fr

ANNEXE F

PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL DU COMITÉ DES PÊCHES POUR 2020-2023

I. OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU COMITÉ

1. Le Comité des pêches[3]:

a) examine le programme de travail de l'Organisation dans le domaine des pêches et de l'aquaculture et sa mise en œuvre;
b) procède à des examens périodiques généraux de la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture et des problèmes relatifs aux pêches d'envergure internationale, et évalue ces problèmes et les solutions possibles en vue d'une action concertée de la part des États, de la FAO et d'autres organes intergouvernementaux;
c) examine les questions particulières se rapportant aux pêches et à l'aquaculture dont il est saisi par le Conseil ou le Directeur général, ou qui sont inscrites à son ordre du jour à la demande d'un État Membre conformément aux dispositions de son Règlement intérieur, et formule les recommandations qu'il juge appropriées;
d) examine l'intérêt que présenteraient l'établissement d'une convention internationale au titre de l'article XIV de l'Acte constitutif et sa soumission aux États Membres, en vue d'assurer une coopération et une consultation internationales efficaces dans les domaines des pêches et de l'aquaculture à l'échelle mondiale;
e) fait rapport au Conseil ou donne des avis au Directeur général, selon qu'il convient, sur les questions qu'il a examinées.

II. RÉSULTATS POUR 2020-2023

A. Examen de la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture

2. Résultat:

Le Conseil, la Conférence et la communauté internationale dans son ensemble reçoivent des informations actualisées et des conseils spécifiques sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, ainsi que sur des questions importantes examinées au cours des sessions programmées du Comité.

3. Indicateurs et objectifs:

Des recommandations claires, précises et consensuelles reposant sur des informations actualisées relatives à la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture sont présentées au Conseil et à la Conférence et fournissent à ces derniers une base solide sur laquelle ils peuvent fonder leurs orientations et leurs décisions.

4. Produit:

Recommandations claires, précises et consensuelles, examinées favorablement par le Conseil et par la Conférence qui s'en servent pour formuler leurs recommandations et leurs décisions.

5. Activités:

Le Comité est informé de la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, notamment par l'intermédiaire du rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, et se livre à un débat général à ce sujet.

Certaines questions revêtant une importance particulière sont examinées au cours des sessions programmées.

[3] Article XXX.6 du Règlement général de l'Organisation.

6. Méthodes de travail:

Le rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture et les documents connexes sont établis suffisamment de temps avant la session du Comité, et constitueront ainsi une base de débat solide.

B. Définition de la stratégie et des priorités et planification budgétaire

7. Résultat:

Les décisions et les recommandations du Comité offrent au Conseil une base solide sur laquelle il peut fonder ses recommandations et ses décisions sur la stratégie, les priorités, les programmes et le budget de l'Organisation.

8. Indicateurs et objectifs:

a) Le Comité s'emploie à promouvoir le questionnaire de la FAO sur la mise en application du Code de conduite pour une pêche responsable (le Code), afin d'obtenir des réponses et de réduire les obstacles au renvoi de réponses.
b) Les Membres répondent au questionnaire de la FAO sur la mise en application du Code et fournissent à la FAO des informations pertinentes sur les pêches et l'aquaculture par l'intermédiaire du Comité et de ses sous-comités.
c) Le Comité formule des recommandations claires et précises à l'intention du Conseil sur les stratégies, les priorités, les programmes et le budget relatifs aux pêches et à l'aquaculture.
d) Les recommandations du Comité portant sur les aspects pertinents du Cadre stratégique, du Plan à moyen terme et du Programme de travail et budget figurent dans le rapport du Conseil.

9. Produits:

Rapport du Comité des pêches qui fournit des recommandations claires, précises et consensuelles à l'intention du Conseil sur les stratégies, les priorités, les programmes et les budgets sectoriels.

10. Activités:

a) Examiner les décisions et les recommandations du Sous-Comité du commerce du poisson et du Sous-Comité de l'aquaculture, des organes statutaires de la FAO, et des autres institutions et organes compétents.
b) Examiner les observations relatives aux pêches et à l'aquaculture formulées par les Conférences régionales.
c) Examiner la mise en œuvre du Programme de travail et budget dans le domaine des pêches et de l'aquaculture.
d) Formuler des recommandations sur les stratégies, les priorités, les programmes et le budget relatifs aux pêches et à l'aquaculture.

11. Méthodes de travail:

a) Le Comité travaille en étroite concertation avec le Président et les autres membres du Bureau.
b) Le Comité travaille en étroite collaboration avec les divisions, les centres et les bureaux de la FAO qui intéressent ses activités.
c) Le Comité assure la liaison avec le Sous-Comité du commerce du poisson et le Sous-Comité de l'aquaculture, ainsi qu'avec les autres organes statutaires.
d) Le Comité assure la liaison avec le Comité financier sur les questions financières et budgétaires.
e) Le Comité assure la liaison avec le Comité du Programme sur les aspects stratégiques et les questions prioritaires.
f) Le Comité fait rapport au Conseil, selon qu'il convient, de ses conclusions sur les questions relatives au programme et au budget.

C. Conseils en matière de politique et de réglementation au niveau mondial

12. Résultats:

Les décisions et les recommandations du Comité offrent à la Conférence une base solide sur laquelle elle peut fonder ses recommandations et ses décisions sur les questions de politique et de réglementation au niveau mondial.

13. Indicateurs et objectifs:

a) Les États Membres bénéficient des délibérations du Comité des pêches et mettent à profit les avis et recommandations formulés dans les rapports de la FAO pour orienter leurs activités et leurs politiques au niveau national.
b) Des recommandations claires et spécifiques sont formulées par le Comité à l'intention de la Conférence en ce qui concerne les questions de politique et de réglementation dans les domaines relevant de son mandat.
c) Les recommandations du Comité relatives aux questions de politique et de réglementation figurent dans le rapport de la Conférence.

14. Produit:

Rapport du Comité des pêches qui adresse à la Conférence des recommandations claires, précises et consensuelles sur les cadres ou les instruments de politique et de réglementation.

15. Activités:

a) Examiner l'état des instruments internationaux pertinents dans les domaines de compétence du Comité.
b) Rechercher des solutions en vue d'appuyer des actions concertées ou individuelles de la part des Membres, par l'intermédiaire de la FAO et d'autres organes compétents, dans les domaines relevant de son mandat.

16. Méthodes de travail:

Le Comité fait rapport à la Conférence, selon qu'il convient, de ses conclusions sur les questions relatives à la politique et à la réglementation au niveau mondial.

III. PLANIFICATION EFFICACE DU TRAVAIL DU COMITÉ DES PÊCHES

17. Résultat:

Le Comité conduit ses travaux de façon efficiente, efficace, pratique et ouverte.

18. Indicateurs et objectifs:

a) Les ordres du jour ciblés sont établis comme il se doit. Le Programme de travail pluriannuel est utilisé pour harmoniser les ordres du jour du Comité des pêches et de ses sous-comités, sur consultation du Bureau.
b) Tous les documents du Comité des pêches, y compris le rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, sont disponibles dans toutes les langues de la FAO au moins quatre semaines avant le début de la session.
c) Les sessions sont menées de façon efficiente et efficace.
d) Le Programme de travail pluriannuel est convenablement mis en œuvre. Un suivi de la mise en œuvre du Programme de travail pluriannuel doit être effectué entre les sessions, et les progrès accomplis doivent être communiqués au Bureau selon un modèle d'établissement de rapports.
e) Les rapports sont concis et contiennent des recommandations spécifiques et concrètes qui s'adressent à la fois au Conseil et à la Conférence.

19. Produits:

a) Ordres du jour ciblés et rapports concis qui contiennent des recommandations spécifiques et concrètes adressées à la fois au Conseil et à la Conférence.
b) Rapport publié en version électronique et non sous la forme d'un rapport officiel sur les pêches et l'aquaculture.
c) Tous les documents du Comité, y compris le rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, disponibles dans les délais convenus.
d) Rapports intérimaires sur le Programme de travail pluriannuel et projets de Programme de travail pluriannuel établis et disponibles pour les quatre années suivantes.

20. Activités:

a) Établir rapidement des ordres du jour ciblés, en étroite concertation avec le Bureau.
b) Établir des documents du Comité axés sur les résultats, y compris le rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, et les mettre à disposition rapidement.
c) Examiner les moyens d'améliorer le déroulement des sessions afin de les rendre plus efficientes et plus efficaces, et notamment d'optimiser l'utilisation du temps à disposition, et étudier la possibilité d'élaborer de nouvelles méthodes de travail intersessions et/ou de créer un sous-comité de la gestion des pêches conformément à la proposition faite en ce sens.
d) Prendre acte de l'importance et de l'utilité des manifestations organisées en marge des sessions, et en améliorer le ciblage et la coordination en fonction des grandes questions abordées au cours des sessions.
e) Renforcer encore davantage la coordination et la collaboration avec les sous-comités et les autres comités techniques, en particulier, pour éviter les chevauchements avec les activités des autres organes directeurs.
f) Veiller constamment à l'efficacité des dispositions relatives à l'établissement des rapports finaux.

IV. MÉTHODES DE TRAVAIL

21. Le Comité travaille en collaboration avec les organes statutaires et d'autres organes sous les auspices de la FAO, assure la liaison avec le Comité du Programme sur les aspects stratégiques et les questions d'importance prioritaire, ainsi qu'avec le Comité financier sur les questions financières et budgétaires et avec d'autres organes directeurs compétents de la FAO.

22. Il assure la liaison avec d'autres organisations internationales œuvrant dans le domaine des pêches et de l'aquaculture.

23. Il mène des activités courantes entre les sessions, avec l'aide du Président et du Bureau, et avec le soutien du Secrétariat. La liaison entre les bureaux du Comité et les sous-comités est également améliorée.

24. Il encourage et facilite la participation des observateurs, y compris des organisations de la société civile.

25. Le Président assure la liaison avec la FAO par l'intermédiaire de la Division des pêches.

La trente-quatrième session du Comité des pêches s'est tenue à Rome (Italie) du 1er au 5 février 2021. Le présent rapport de la session rend compte des débats qui se sont tenus et contient toutes les recommandations formulées et toutes les décisions prises par le Comité. Il est précédé d'un résumé qui présente les conclusions de la session. Toutes les informations complémentaires figurent dans les annexes.

ISBN 978-92-5-135729-3 ISSN 2070-6995

9 789251 357293

CB8322FR/1/02.22